



Démocratie *et* droits de l'homme

O C T O B R E 2 0 0 4



GUIDE DES ÉLECTIONS

2004

BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉMOCRATIE ET
DROITS DE L'HOMME

Directeur de la rédactionLeslie High
Rédactrices adjointesRebecca Ford Mitchell
Rosalie Targonski
Alexandra Abboud
Carrie Lee
DocumentalistesAnita Green
Lorna Dodt
Directrice artistiqueChloe Ellis
Maquette de couvertureMin Yao
PhotographiesJohn Wicart

Directrice de la publicationJudith Siegel
RéviseurGuy Olson
Responsable de la productionChristian Larson
Responsable adjointe de la productionSylvia Scott
Maquette de la version françaiseARS, Paris

Conseil de rédaction
George Clack Kathleen Davis Francis Ward

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques – « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis » et « La Société américaine » – qui examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale. Chacune de ces revues est cataloguée par volume (le nombre d'années de publication) et par numéro (numéros publiés dans l'année).

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais et en espagnol. Certains numéros sont également traduits en arabe et en russe.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :
« <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr> »

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, eJournal USA: Issues of Democracy
IIP/T/DHR
U.S. Department of State
301 4th St. S.W.
Washington, D.C. 20547
États-Unis d'Amérique
Adresse électronique: ejdemos@state.gov

Avant-propos

Les États-Unis sont en pleine campagne électorale : les candidats sillonnent le pays, les affiches partisans bourgeonnent devant les maisons et les autocollants décorent les pare-chocs des voitures. Devant les supermarchés et dans les gares, des bénévoles proposent aux passants de s'inscrire à la dernière minute sur les listes électorales. Dans les jardins tant publics que privés, dans les brasseries et les bureaux, les conversations sérieuses, parfois très animées, se multiplient autour de la même question : quel candidat mènera le pays à un meilleur avenir ?

La plupart des Américains suivent les campagnes électorales présidentielles par l'intermédiaire des journaux, des émissions télévisées du soir, de leur débat radiophonique préféré ou encore d'un site Web. À moins d'habiter un État très contesté, les citoyens sont relativement peu nombreux à avoir l'occasion de rencontrer les candidats. Ceux dont c'est le cas – notamment dans les collectivités comptant un nombre important d'électeurs indécis – ont souvent plusieurs occasions de voir les candidats pendant la campagne. Ceux qui vivent dans des collectivités votant systématiquement pour les républicains ou pour les démocrates ont peu de chances de voir l'un ou l'autre des candidats.

La campagne électorale présidentielle de 2004 ne fait pas exception à la règle. À mesure qu'approche le 2 novembre, jour des élections, la couverture médiatique s'intensifie et les candidats précisent leurs différences sur différents points. Le président George W. Bush et le sénateur John Kerry parcourent le pays, en s'adressant à de larges groupes d'électeurs potentiels, notamment dans les États disputés que sont la Pennsylvanie, l'Ohio et le Nouveau-Mexique.

Les deux candidats ont également participé à une série de trois débats télévisés diffusés à l'échelle nationale et qui devraient aider les électeurs à mieux cerner leurs positions. D'après les sondages, ce sont les questions de sécurité et la situation économique nationale, en particulier l'emploi, qui préoccupent le plus les Américains en cette période d'élections.

La présente revue donne une vue d'ensemble des élections : les principales forces en présence, les positions des deux grands partis et le dispositif électoral aux États-Unis. La première partie traite de six facteurs importants ayant des répercussions sur les élections : la nécessité de remporter suffisamment d'États pour être élu par le Collège électoral, les divers groupes ethniques et démographiques d'électeurs, l'importance des élections au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis, l'évolution des réglementations régissant le financement des campagnes, le rôle des médias et de la publicité de nature politique, et les effets des candidats de tiers partis. Chaque article présente des informations générales, ainsi que les commentaires d'un expert analysant l'importance de la question dans la campagne 2004.

La deuxième partie compare les programmes des partis républicain et démocrate, qui énoncent leurs positions officielles sur diverses questions de politique générale. Deux militants politiques, un de chaque parti, présentent brièvement les positions de leur parti sur plusieurs questions importantes. Des extraits des deux programmes sont ensuite comparés côte à côte.

La dernière partie porte sur les différents mécanismes des élections américaines, notamment le Collège électoral, les bureaux de vote, les machines à voter et les bulletins de vote.

Les Américains aiment bien discuter de leur système électoral – chercher à savoir si le Collège électoral devrait être supprimé, comment contrôler les sommes d'argent consacrées aux campagnes, quel type de machines est plus facile à utiliser pour les citoyens. Chaque élection apporte son lot de plaintes, d'améliorations et de réformes, et les débats reprennent ensuite sur la meilleure façon de s'y prendre la fois suivante. Cependant, ce système a permis au pays d'assurer sans encombre la passation des pouvoirs présidentiels pendant plus de deux cents ans : il reste un modèle de la démocratie américaine en action.

La rédaction



Démocratie et droits de l'homme

Département d'État des États-Unis Octobre 2004 Volume 9 Numéro 3

<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

SOMMAIRE

Guide des élections 2004

Les enjeux

4 **Remporter les États**

Du fait que le président et le vice-président des États-Unis sont élus, non pas au suffrage universel direct mais par les grands électeurs de chaque État fédéré, qui votent tous pour le candidat ayant obtenu la majorité des voix populaires, les candidats concentrent leur campagne sur certains États clés.

Commentaire: Charlie Cook, directeur de la publication Cook Political Report

7 **Un électorat divisé**

Les sondages placent les deux principaux candidats à la présidence à peu près ex æquo dans les intentions de vote. L'issue du scrutin pourrait bien retomber sur un petit nombre d'électeurs actuellement indécis.

Commentaire: John Zogby, président-directeur général de Zogby International

10 **Les élections législatives**

La majorité au Congrès est un atout crucial pour les partis politiques. Plusieurs sièges, au Sénat et à la Chambre des représentants, sont âprement disputés.

Commentaire: Thomas Mann, directeur de recherches à l'institut Brookings où il est titulaire de la chaire Averell Harriman

14 **Le financement des campagnes électorales**

La loi McCain-Feingold interdit certains genres de contributions politiques, mais l'apparition des « comités 527 » offre aux gros donateurs la possibilité de la contourner.

Commentaire: Jan Baran, membre du cabinet d'avocats Wiley, Rein & Feingold LLP de Washington

17 **Les médias**

Les médias sont les principales sources d'information des Américains sur les candidats. La qualité de ces informations et le ton de la publicité politique sont des facteurs importants de la campagne électorale.

Commentaire: Montague Kern, professeur au département de journalisme et d'études médiatiques de l'université Rutgers

21 **Les tiers partis**

Dominées par les partis démocrate et républicain, les élections américaines sont néanmoins influencées par les candidats de tiers partis. M. Ralph Nader est le seul parmi ceux-ci à avoir cette année un effet potentiel mesurable.

Commentaire: Sandy Maisel, professeur d'administration publique, titulaire de la chaire William Kenan au Colby College

Les programmes politiques

25 *Les programmes des partis*

Outre son attrait personnel et son affiliation politique, la position du candidat, exprimée par son parti, constitue un facteur décisif de l'élection. On trouvera ici des extraits des plateformes électorales des deux principaux partis concernant des thèmes importants, ainsi qu'une vue d'ensemble présentée par deux militants des camps adverses.

Commentaires: Pour le Parti républicain, Tucker Eskew, un ancien assistant du président au sein du Bureau des communications de la Maison-Blanche et président d'Eskew Strategies; pour le Parti démocrate, Marc Ginsberg, ancien ambassadeur des États-Unis au Maroc, président-directeur général de Northstar Equity Group et président d'Alliance for American Leadership

28 *Extraits des programmes politiques*

30 *Les débats télévisés*

Les débats télévisés sont devenus l'un des événements les plus attendus et les plus marquants de la campagne électorale.

Le scrutin

31 *Le jour du scrutin*

Ce que font les Américains lorsqu'ils se rendent aux urnes.

32 *Les techniques de vote*

Les mécanismes de vote ont évolué

34 *Les bulletins de vote*

Ils contiennent plus qu'un simple choix de candidats.

35 *Le Collège électoral*

Description brève du suffrage universel indirect

36 *Bibliographie (en anglais)*

38 *Sites Internet (en anglais)*

Remporter les États

Les candidats à la présidence accordent plus d'importance à certains États qu'à d'autres, car la Constitution des États-Unis prévoit un Collège électoral au lieu du suffrage universel direct. Cet article explique le fonctionnement de ce système, et le commentaire de Charlie Cook porte sur les prévisions des résultats des élections de cette année. M. Cook est directeur de la publication Cook Political Report.



Le jour des élections, les Américains ne votent pas directement pour un candidat à la présidence. Sur leurs bulletins de vote, ils choisissent certes le nom du candidat qu'ils préfèrent mais, en réalité, ils votent pour un groupe de grands électeurs qui se sont engagés à élire le candidat en question au sein du Collège électoral, l'organisme composé de représentants des États qui élit en fait le président et le vice-président.

Créé au tout début de la république, le Collège électoral compte actuellement 538 membres. Chaque État est représenté par un nombre de grands électeurs égal au nombre de sénateurs et de députés qui représentent cet État au Congrès. Le District de Colombie (la ville de Washington), qui ne dispose au Congrès d'aucun représentant doté du droit de vote, compte néanmoins trois grands électeurs. Le candidat qui remporte la présidence est celui qui est élu à la majorité absolue (au moins 270 voix) des grands électeurs.

Dans ce système d'élection indirecte, il est possible de remporter la présidence sans remporter le plus grand

nombre de voix à l'échelle nationale. C'est ce qui est arrivé le plus récemment en 2000, ainsi qu'à trois reprises dans l'histoire des États-Unis. Ces anomalies se sont produites car quasiment tous les États ont recours au système du « tout ou rien », selon lequel le candidat qui remporte le plus de voix dans un État donné obtient les voix de tous les grands électeurs de cet État au Collège électoral. Les États du Maine et du Nebraska sont les seules exceptions : deux grands électeurs sont choisis en fonction du nombre de voix obtenues dans l'ensemble de l'État et les autres sont élus en fonction du nombre de voix obtenues dans chaque district parlementaire.

Les partis politiques doivent donc considérer qu'une bataille électorale distincte a lieu dans chaque État, puisque ce n'est pas le nombre total de voix obtenues à l'échelle nationale qui compte ; c'est le nombre de voix de

Ci-dessus à gauche : Bain de foule du président George W. Bush le 6 août à Stratham (New Hampshire). (Photo AP/Charles Dharapak)

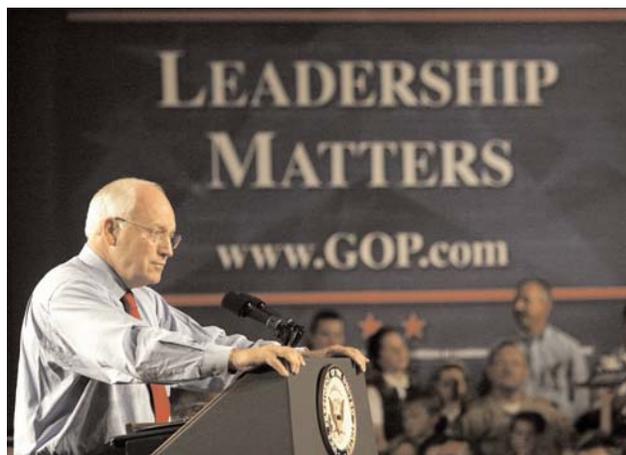
À droite : Une foule de partisans accueille John Kerry lors d'un rassemblement, le 21 septembre, à Orlando (Floride). (Photo AP/Peter Cosgrove)

grands électeurs qu'obtient un candidat qui détermine s'il sera ou non le prochain occupant de la Maison-Blanche. Les candidats doivent mener non seulement une campagne nationale assortie de messages diffusés par les médias nationaux, mais également des campagnes plus ciblées à l'échelle des États, qui tiennent compte des questions et des préoccupations locales et régionales.

De par les caractéristiques démographiques ou économiques des États, il est possible de prévoir le candidat ou le parti que choisiront bon nombre d'entre eux. On a beaucoup parlé au cours des dernières années des États « rouges » et des États « bleus », c'est-à-dire des États qui ont tendance à voter majoritairement républicain (rouge) ou démocrate (bleu). Les cartes faisant apparaître ces différences indiquent que la plupart des États démocrates se situent le long des côtes et la plupart des États républicains dans le sud et le centre du pays. Les deux camps affectent donc alors une partie importante de leurs ressources aux États dont les résultats sont trop difficiles à prévoir – les États disputés ou hésitants.

Les États disputés, dans lesquels les candidats ne sont départagés que par quelques points de pourcentage, changent parfois d'une élection à l'autre ou même au cours d'une campagne électorale. En 2004, les experts s'accordent généralement à recenser 10 États disputés : un premier groupe constitué de la Floride, de l'Ohio et de la Pennsylvanie, qui représentent en tout 68 voix de grands électeurs, et un deuxième groupe composé de l'Iowa, du Minnesota, du New Hampshire, du Nouveau-Mexique, de l'Oregon, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, qui représentent en tout 48 voix de grands électeurs. Ensemble, ces 10 États représentent 116 des 270 voix de grands électeurs qu'il faut remporter pour gagner.

Les stratèges politiques doivent calculer combien de temps et d'argent un candidat doit consacrer à un État donné en vue d'avoir les meilleures chances de gagner. Pendant la campagne 2004, le président George W. Bush et le sénateur John Kerry se sont rendus à de nombreuses reprises dans des États disputés tels que la Pennsylvanie et l'Ohio. En plus des candidats eux-mêmes, leur colistier, des membres de leur famille et d'autres représentants, par exemple des politiciens locaux appréciés du public, ont fait des discours dans le cadre de la campagne dans ces divers États.



Dans une bataille électorale serrée, la participation des électeurs est décisive. Les deux camps organisent donc de grandes campagnes de mobilisation des électeurs, visant à identifier leurs partisans et à les convaincre soit d'aller aux urnes le jour des élections soit de voter au préalable par procuration. Les deux partis ont également d'importants programmes d'inscription des électeurs sur les listes électorales, particulièrement axés sur les collectivités susceptibles de voter pour leur candidat.

L'influence du Collège électoral

Commentaire de Charlie Cook

Si les États-Unis n'avaient qu'une seule grande élection nationale, au terme de laquelle le candidat remportant le suffrage populaire serait élu président, les candidats axeraient toute leur campagne sur les grandes villes, sans mener de campagne véritablement nationale et en délaissant complètement les petits États.

Le système actuel a été mis en place de façon à créer 51 courses distinctes à la présidence (dans 50 États et le District de Colombie), les États disputés étant, dans la campagne actuelle, aussi divers que le New Hampshire dans le Nord-Est, le Nouveau-Mexique et le Nevada dans le Sud-Ouest et la Floride dans le Sud-Est (ces trois États comptant tous parmi la population un nombre important

Ci-dessus : Le vice-président Richard Cheney prend la parole, le 20 septembre, lors d'un meeting de campagne électorale à Grove City (Ohio). (Photo AP/Jay Laprete)

d'Hispaniques), des États industriels comme la Pennsylvanie et l'Ohio, ainsi que des États plus diversifiés où une partie importante de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture, comme l'Iowa, le Minnesota et le Wisconsin.

Ce système oblige également les candidats à faire davantage campagne « localement », en se rendant dans des villes de relativement petite taille, ce qui ne serait assurément pas le cas s'il n'y avait qu'une grande élection nationale. Ce système empêche la campagne de n'être qu'un événement télévisé et donne lieu à des échanges avec les électeurs à l'échelle locale.

Le système du Collège électoral n'est guère parfait et a sans aucun doute des défauts, mais il s'explique par des raisons que l'on peut aisément justifier.

Situation actuelle

À l'heure actuelle, 24 États, représentant en tout 208 grands électeurs, voteront vraisemblablement ou assurément pour le président George W. Bush. Il s'agit des États suivants : Alabama (9), Alaska (3), Arizona (10), Arkansas (6), Géorgie (15), Idaho (4), Indiana (11), Kansas (6), Kentucky (8), Louisiane (9), Mississippi (6), Missouri (11), Montana (3), Nebraska (5), Caroline du Nord (15), Dakota du Nord (3), Oklahoma (7), Caroline du Sud (8), Dakota du Sud (3), Tennessee (11), Texas (34), Virginie (13), Utah (5) et Wyoming (3).

Treize États reviendront probablement ou assurément au sénateur John Kerry, ce qui représente en tout 179 voix de grands électeurs. Il s'agit des États suivants : Californie (55), Connecticut (7), le District de Colombie (3), Delaware (3), Hawaï (4), Illinois (21), Maryland (10), Massachusetts (12), New Jersey (15), New York (31), Rhode Island (4), Vermont (3) et Washington (11).

Trois États disposant en tout de 28 voix de grands électeurs penchent actuellement pour Kerry : Maine (4), Michigan (17) et Oregon (7).

Sur les 50 États et le District de Colombie participant aux élections du 2 novembre, on dénombre 11 États, représentant 123 voix de grands électeurs, dans lesquels l'écart entre les deux candidats est si faible qu'il est très difficile de prévoir l'issue du scrutin. Il s'agit des États suivants : Colorado (9), Floride (27), Iowa (7), Minnesota (10), Nevada (5), New Hampshire (4), Nouveau-Mexique (5), Ohio (20), Pennsylvanie (21), Virginie-Occidentale (5) et Wisconsin (10). Pour être élu au Collège électoral, et donc à la présidence, un candidat doit obtenir en tout 270 voix de grands électeurs.

À la veille du premier débat, M. Bush avait, d'après les principaux sondages, de trois à huit points d'avance (vraisemblablement six points d'avance) sur M. Kerry à l'échelle nationale, et quatre points d'avance en moyenne dans les États où l'écart entre les deux est le plus mince. M. Bush avait une très faible marge d'avance dans sept des huit États où il est difficile de faire des prévisions.

À la suite du premier débat, les deux candidats étaient, d'après de nouveaux sondages, quasiment au coude à coude dans les statistiques, aucun des deux n'ayant une nette avance sur l'autre.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Un électorat divisé

Les électeurs américains étant divisés quasiment à égalité entre les deux principaux candidats à la présidence, les partis et les médias mettent l'accent sur les électeurs indécis dont pourrait dépendre l'issue des élections. L'article ci-après décrit les différents groupes qui composent l'électorat; dans ses commentaires, John Zogby analyse les tendances de vote de certains groupes d'électeurs. M. Zogby est président-directeur général de l'institut de sondage Zogby International.



Avec plus de 200 millions d'habitants en âge de voter, les États-Unis ont un électorat diversifié. Ces dernières années, les médias ont divisé le pays en États bleus et en États rouges, selon les préférences des électeurs sur les questions nationales: rouge pour républicain et bleu pour démocrate. Mais il s'agit là d'une simplification excessive du paysage politique américain. Cela ne montre pas par exemple à quel point les élections peuvent être serrées dans ces États. Si le candidat qui gagne obtient généralement l'ensemble des voix des grands électeurs d'un État, près de la moitié des électeurs de tout État, républicain ou démocrate, peut avoir voté pour son adversaire. Pendant les élections de 2000, on a dénombré 14 États dans lesquels le candidat gagnant était départagé du perdant par moins de cinq points de pourcentage. Il suffit, dans un État où les deux partis sont presque à égalité, qu'un petit nombre d'électeurs change de camp pour faire basculer les résultats de l'élection.

Les campagnes politiques axent leurs efforts sur deux groupes d'électeurs: ceux qui les soutiennent déjà – la « base » du parti – et ceux qui peuvent être persuadés de les soutenir, les « électeurs à convaincre ».

Les deux partis font réaliser des sondages pour déterminer quels électeurs peuvent être ralliés à leur cause. Pendant toute la campagne, les instituts de sondage rassemblent des informations sur les styles de vie des électeurs, sur leurs attitudes face aux principaux thèmes de la campagne et sur le candidat qu'ils préfèrent. Les partis se servent de ces informations pour planifier leur stratégie en vue de convaincre les électeurs indécis et indépendants; les médias s'en servent également pour faire le point de la course à la présidence et prédire l'issue des élections.

Ci-dessus à gauche: Le président Bush répond aux questions du public lors d'une réunion tenue le 11 août à Albuquerque (Nouveau-Mexique). (Photo AP/Pablo Martinez Monsivais)

À droite: M. Kerry salue ses partisans lors d'un rassemblement à Santa Fe (Nouveau-Mexique), le 11 octobre. (Photo AP/Gerald Herbert)

Les experts s'accordent à reconnaître que le vote d'un électeur est en général avant tout déterminé par son allégeance à un parti ou à un autre. À l'heure actuelle, les électeurs américains se déclarent, en proportions à peu près égales, républicains, démocrates, ou indépendants sans allégeance à l'un des deux grands partis. Bien qu'il ressorte de certaines études que les électeurs indépendants ont en réalité tendance à voter systématiquement pour un parti plutôt que pour l'autre, un certain nombre de ces électeurs changent malgré tout de camp lorsqu'ils estiment qu'il existe dans leur pays ou leur collectivité de graves problèmes insuffisamment pris en compte. C'est ce groupe d'électeurs imprévisibles, représentant environ 10% de l'électorat, que les candidats visent en priorité, adaptant les messages de leurs campagnes à ce qui, selon les instituts de sondage, pourrait le plus les convaincre.

Les électeurs présentent en fait certaines caractéristiques régionales: les habitants des États de la côte Pacifique et du Nord-Est ont tendance à être plus progressistes sur les questions sociales et économiques, tandis que ceux du Sud ont tendance à être plus conservateurs; les États disputés sont souvent ceux qui comptent à la fois des régions rurales et d'importantes agglomérations urbaines. Mais du fait de la mobilité des Américains (chaque année près d'un cinquième de la population américaine change de région), de l'arrivée d'immigrants qui acquièrent le droit de vote et de l'influence des médias nationaux, les caractéristiques de l'électorat varient d'une élection à l'autre.

C'est ainsi qu'après la Deuxième Guerre mondiale, la Floride a été un État républicain résolument conservateur, qui n'a accordé que trois fois les voix de ses grands électeurs à un candidat démocrate à la présidence. Mais au cours des dix dernières années, des milliers de retraités de villes du Nord s'y sont installés et le nombre de Noirs et d'hispanophones non cubains y a doublé. Ces groupes ont généralement tendance à voter démocrate et, comme on a pu le voir lors de l'élection 2000, la Floride est maintenant un important État que se disputent les deux partis.

Au-delà des tendances régionales, les instituts de sondage arrivent à prédire plus précisément le vote d'un électeur en tenant compte de son âge, de son sexe, de son niveau d'instruction, de ses revenus, de son appartenance à un groupe ethnique et d'autres caractéristiques démographiques qui influencent les opinions politiques.



Les électeurs qui se déclarent chrétiens évangéliques ont par exemple tendance à voter républicain; les femmes ayant fait des études supérieures ont tendance à être progressistes sur certaines questions sociales; les hommes ayant des revenus aisés ont tendance à se montrer conservateurs sur le plan économique.

Des groupes d'électeurs à suivre de près

Commentaire de John Zogby

L'issue de cette élection – comme bien d'autres auparavant – dépendra d'un petit nombre de groupes d'électeurs. Il faut s'attendre à ce que les hispanophones, les Noirs, les catholiques, les jeunes électeurs, les électeurs des régions rurales et des banlieues aient tous une influence sur la course à la présidence. Lorsqu'on considère en outre que ces groupes n'ont une influence importante que dans les États disputés, l'on comprend alors qui détiendra les clés du pouvoir en 2004.

Trois groupes préfèrent le démocrate John Kerry au républicain George W. Bush à une majorité importante: les Noirs, les hispanophones et les jeunes électeurs. En ce qui concerne ces groupes, le véritable défi n'est pas de les séduire, mais de les convaincre d'aller voter – leur taux de participation élevé aux élections conduira les démocrates à la victoire; si le taux de participation est faible parmi ces groupes, les républicains resteront au pouvoir pendant quatre autres années.

Ci-dessus: John Edwards (2^e à partir de la gauche), candidat démocrate à la vice-présidence, s'entretient le 22 août avec une famille de McAdenville (Caroline du Nord), pendant une tournée dans ce quartier. (Photo AP/Chuck Burton)

Dans les 20 États que se disputent les deux partis, la course à la présidence promet d'être une véritable bataille politique de rue. Or, dans ces États, c'est auprès des électeurs des banlieues que se joue la véritable bataille : dans ce groupe, M. Bush devance M. Kerry.

Les hispanophones seront pendant cette élection le groupe démographique le plus attentivement suivi. M. Bush a fait beaucoup d'efforts en leur direction au cours de son mandat. C'était pour une bonne raison : en 2000, les hispanophones sont devenus la minorité la plus importante aux États-Unis, devançant ainsi en nombre les Afro-Américains. Les hispanophones ne représentaient que 7 % des électeurs en 2000, chiffre qui devrait augmenter lors de cette élection.

Les voix des Noirs sont essentielles aux démocrates. Les Afro-Américains ont voté à 90 % pour M. Gore et soutiendront M. Kerry dans des proportions semblables. Une forte participation des Noirs aux élections pourrait faire basculer la bataille électorale en faveur de M. Kerry en Floride, dans le Michigan, dans le Missouri, en Caroline du Nord, dans l'Ohio, en Pennsylvanie, dans le Tennessee et en Virginie.

Les chrétiens évangéliques blancs constituent un groupe d'électeurs important qui a tendance à voter pour le Parti républicain. Plusieurs prises de position du gouvernement Bush lui valent le soutien massif de ce groupe : le système des « chèques éducation » distribués aux ménages défavorisés qui souhaitent envoyer leurs enfants à l'école privée, les programmes sociaux impliquant des groupes confessionnels, le projet d'amendement à la Constitution visant à rendre illégal le mariage homosexuel et les efforts menés en vue d'interdire les avortements thérapeutiques en fin de grossesse. Certains stratèges républicains ont affirmé que les quelque 4 millions de chrétiens évangéliques blancs qui n'ont pas voté pendant les élections 2000 ont fait perdre à M. Bush le suffrage populaire. Que cette estimation soit exacte ou non, les républicains veulent obtenir un taux de participation maximal des chrétiens évangéliques aux élections 2004.

Les électeurs catholiques sont devenus l'un des principaux groupes à convaincre – principalement parce que leur vote est révélateur de la façon dont l'ensemble du pays vote. En 2000, M. Gore a remporté les suffrages de ce groupe avec deux points d'avance. Depuis, M. Bush a cherché à séduire les catholiques, un groupe important dans presque tous les États disputés. Bien qu'il soit lui-même catholique, M. Kerry est actuellement distancé par M. Bush auprès de cet électorat. Il n'y a que dans les États disputés de l'Arkansas, de la Caroline du Nord, de l'Oregon, du Tennessee, de la Virginie, du Washington et de la Virginie occidentale que les catholiques représentent moins d'un quart des électeurs.

Les électeurs des régions rurales – dont avaient dépendu les victoires de l'ancien président Clinton – joueront un rôle décisif. M. Kerry s'efforce de convaincre ces électeurs par ses arguments économiques, et bon nombre d'entre eux vivent dans des régions durement touchées par la récession.

Les jeunes électeurs pourraient également s'avérer importants. Ils ont été la cible d'efforts importants de la part de groupes politiquement neutres comme « Rock the Vote », mais aussi de personnalités engagées comme le réalisateur Michael Moore. En 2000, les jeunes ont préféré M. Gore à M. Bush par 48 % à 46 %, et, à l'heure où est écrit cet article, M. Kerry semble avoir un solide avantage sur M. Bush auprès de ces électeurs.

Rien de tout cela ne veut dire que la percée tardive d'un candidat ou l'apparition d'une tendance imprévue ne pourrait faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre ; cependant, dans l'état actuel des choses, on peut s'attendre à ce que les stratèges des deux camps mettent l'accent sur ces groupes d'électeurs dans les jours qui précèdent le 2 novembre.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les élections législatives

Tous les deux ans, les électeurs américains renouvellent la totalité des postes à la Chambre des représentants et le tiers des membres du Sénat. Chacun des deux principaux partis politiques cherche à obtenir la majorité au sein de ces assemblées afin de mieux promouvoir son programme législatif. L'article ci-après présente un exposé général des faits suivi d'une analyse de M. Thomas Mann sur les perspectives des républicains et des démocrates pour ce cycle électoral. M. Mann est directeur de recherches à l'institut Brookings de Washington où il est titulaire de la chaire Averell Harriman.

Comme les trois pouvoirs du gouvernement des États-Unis (l'exécutif, le législatif et le judiciaire) s'équilibrent au sein du système américain de freins et de contrepoids, il est extrêmement important de savoir qui, des républicains ou des démocrates, détiendra la majorité dans les deux chambres du Congrès.

Même si c'est le président qui donne le ton au pays en matière de programme politique, le fait est que le Congrès jouit d'une influence considérable et qu'il peut tout aussi bien faciliter que contrecarrer la poursuite des objectifs de la Maison-Blanche. Seules les chambres du Congrès ont compétence pour voter les lois; approuver, ou refuser, la nomination des hauts fonctionnaires de l'exécutif, des ambassadeurs et des juges; surveiller les organismes publics fédéraux, et ouvrir des enquêtes le cas échéant; ratifier les traités; réglementer le commerce; maîtriser la politique fiscale et celle des dépenses publiques; déclarer la guerre; et approuver le budget militaire.

Dans chacune des deux chambres, c'est au parti majoritaire qu'il appartient de fixer les termes des débats portant sur les questions à examiner parce que ce sont les membres de ce parti qui détiennent les postes-clés des diverses commissions parlementaires.

Depuis les élections de mi-mandat de novembre 1994 (tenues deux ans après le début du mandat du président), la Chambre des représentants est entre les mains du Parti républicain. Il en va de même pour le Sénat, exception faite d'une période de cinq mois, en 2001, quand le

sénateur républicain du Vermont, M. James Jeffords, a quitté les rangs de son parti pour siéger comme indépendant, la direction du Sénat ayant alors échappé aux républicains. M. Bill Clinton, président (démocrate) de 1993 à 2001, a dû ainsi continuellement adapter ses propositions législatives de manière à se rallier le soutien du parti d'opposition qui contrôlait le Congrès. En revanche, le président George W. Bush (républicain) dispose d'une marge de manœuvre plus souple pour faire passer ses idées.

La Chambre des représentants, au sein de laquelle le chiffre de population d'un État détermine la taille de la délégation qui le représente, est renouvelée tous les deux ans. Par contre, la représentation au Sénat est égale pour tous les États: chacun a droit à deux sénateurs, élus pour un mandat de six ans; le tiers des sièges est renouvelable tous les deux ans. Le vice-président ne vote au Sénat que pour départager les voix.

Le redécoupage des circonscriptions parlementaires affecte les élections législatives. Comme le nombre des députés est proportionnel au nombre d'habitants des États fédérés, les frontières des circonscriptions sont généralement redessinées en fonction des résultats du recensement qui est effectué tous les dix ans. Le parti qui détient la majorité des sièges de la législature de l'État contrôle le redécoupage, et il n'est pas rare que les circonscriptions soient remaniées à des fins de politique politicienne: c'est ce qu'on appelle aux États-Unis le «gerrymandering».



Au vu de l'importance qu'il y a de détenir la majorité au Congrès, les partis politiques attachent autant de poids aux campagnes électorales des députés et des sénateurs qu'à celle du président des États-Unis, et ils se concentrent sur les électeurs potentiels dans les États et les circonscriptions où les candidats sont au coude à coude. Les deux partis espèrent que leur candidat à la présidence entraînera dans son sillage (les « coattails ») les autres candidats de son parti, plébiscités par les électeurs sous l'influence du futur hôte de la Maison-Blanche.

À l'heure actuelle, le Sénat se compose de 51 républicains, de 48 démocrates et d'un indépendant, lequel tend à voter avec les démocrates; de même, les républicains détiennent la majorité à la Chambre des représentants: sur les 435 sièges que compte cette assemblée, ils en occupent 229 et les démocrates 205, le siège restant étant détenu par un député indépendant. La moindre modification de la répartition des sièges à l'issue des élections générales de 2004 sera lourde de conséquences pour le nouveau président, qui devra œuvrer avec le Congrès en vue de tenir ses promesses électorales.

Ci-dessus: Lisa Murkowski, sénatrice républicaine de l'Alaska, accompagnée des membres de sa famille, salue des supporters après avoir remporté l'investiture républicaine le 24 août. (Photo AP/Al Grillo)

Les enjeux de cette année électorale

Analyse de Thomas Mann

La question de savoir si le Parti démocrate va obtenir la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants dépendra dans une grande mesure de la prestation de son candidat à la présidence, le sénateur John Kerry. Si la tendance observée parmi les électeurs ces dernières années à voter pour les candidats d'un seul parti se confirme, l'issue des élections parlementaires dans les circonscriptions qui ne sont pas franchement acquises à l'un ou à l'autre parti pourra être déterminée par le choix du candidat à la présidence. Que le sénateur Kerry l'emporte avec une avance confortable, et les démocrates pourraient bien décrocher une très légère majorité au Sénat, plusieurs candidats se disputant âprement un siège dans un certain nombre d'États, tandis qu'une victoire du président Bush signifiera probablement que le Parti républicain conservera la majorité (actuellement de 51 voix), voire qu'il la consolidera. Les démocrates ont beaucoup moins de chances de reconquérir la Chambre des représentants. Certes, pour couper l'herbe sous le pied aux républicains, il leur suffit de remporter treize sièges supplémentaires. Mais le faible nombre d'élections vraiment serrées (une quarantaine de sièges à peine sont concernés, dont la moitié sont détenus par les démocrates) donne à penser que le sénateur Kerry devra remporter un raz-de-marée électoral pour que son parti reprenne le dessus à la Chambre.

Indépendamment de l'élection présidentielle, les républicains détiennent un avantage au Sénat parce que leurs candidats en lice comptent moins de sénateurs



sortants et que les circonscriptions leur sont plus favorables. Sur les 34 États concernés par le renouvellement d'un siège au cours du présent cycle électoral, dix sièges seulement ne sont pas gagnés d'avance pour qui que ce soit, et sur ce nombre la partie n'est vraiment serrée que pour

deux sénateurs sortants. M. Tom Daschle, sénateur démocrate du Dakota du Sud et chef de la minorité au Sénat, voit son siège âprement contesté par un ancien député républicain, M. John Thune. Et Mme Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska, nommée à ce poste par M. Frank Murkowski, son prédécesseur et son père qui, élu gouverneur de cet État, n'avait pu conserver son mandat de sénateur, a une tâche difficile face à M. Tony Knowles, ancien gouverneur démocrate. De leur côté, les démocrates doivent défendre cinq sièges dans le Sud laissés vacants par le départ à la retraite des sénateurs sortants : sont concernées la Floride, la Géorgie, la Caroline du Sud, la Caroline du Nord et la Louisiane. Le candidat républicain est donné largement favori en Géorgie ; les candidats démocrates ont des chances dans les quatre autres États, mais les élections vont se dérouler sur un terrain qui leur est essentiellement défavorable. Les républicains vont tenter de conserver les sièges vacants de l'Illinois, de l'Oklahoma et du Colorado. L'Illinois sera certainement représenté au Sénat par M. Barack Obama, le candidat démocrate et conférencier d'honneur à la convention nationale du Parti démocrate, mais l'issue des élections reste incertaine dans les deux autres États.

À la Chambre des représentants, les chances des républicains ont été améliorées par plusieurs séries de redécoupage électoral, lesquelles ont eu pour effet de réduire considérablement le nombre de sièges âprement contestés et de donner l'avantage aux républicains dans une douzaine d'États au moins. Le remaniement arbitraire des circonscriptions orchestré dans un passé récent au Texas par le chef de la majorité au Sénat, M. Tom DeLay, visait à assurer aux républicains une demi-douzaine de sièges supplémentaires. En l'absence d'un

raz-de-marée électoral, il faut s'attendre que les républicains conserveront la majorité au Sénat et peut-être même qu'ils se tailleront une petite avance supplémentaire.

S'il est réélu, M. George W. Bush aura affaire une fois encore à un Sénat et à une Chambre des représentants où son parti détiendra une petite majorité seulement, tout juste suffisante pour contrôler le programme de travail, mais trop faible pour faire échec aux manœuvres



dilatatoires au Sénat [discours interminables dont le seul but est de retarder volontairement les travaux de l'assemblée ou d'y faire carrément obstruction] et à la rétivité des républicains modérés à la Chambre des représentants. Son ambitieux programme destiné à construire une société d'Américains « propriétaires de leur destin » et à étendre la

liberté et la démocratie à travers le monde pourrait se heurter à des obstacles formidables au Congrès.

Si la victoire revient à M. John Kerry, ce dernier devra probablement composer avec une Chambre des représentants et peut-être aussi un Sénat où les républicains seront majoritaires. Il sera contraint de composer avec les parlementaires républicains dans les deux assemblées, ce qui l'obligera à remanier considérablement les propositions qu'il a faites pendant sa campagne électorale. Un gouvernement de cohabitation tient plus de la règle que de l'exception dans le paysage politique contemporain des États-Unis, et les faits observés semblent indiquer que ce genre de gouvernement s'avère plus productif qu'on ne pourrait le croire et qu'il adopte des mesures plus durables.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Ci-dessus à gauche : John Thune, candidat républicain au Sénat, répond à une question lors d'un débat électoral tenu le 18 août à Mitchell (Dakota du Sud). (Photo AP/Doug Dreyer)

À droite : Barack Obama, candidat démocrate au Sénat, salue la foule le 18 août à la grande foire de l'Illinois tenue à Springfield. (Photo AP/Seth Perlman)

Des courses au Sénat à suivre de près

Sièges actuellement détenus par des démocrates : les courses à suivre

ÉTAT	CANDIDATS	COMMENTAIRE
Floride	Betty Castor (D) Mel Martinez (R)	Du fait de l'importance décisive qu'elle a prise dans l'élection de 2000, la Floride a droit, cette année, à une attention et à des ressources considérables de la part des deux principaux partis.
Louisiane	Chris John (D) John Kennedy (D) Arthur Morrell (D) David Vitter (R)	Le siège est vacant. Un 2 ^e tour est prévu si aucun candidat n'obtient la majorité absolue.
Caroline du Nord	Erskine Bowles (D) Richard Burr (R)	Le départ de John Edwards, qui brigue la vice-présidence, laisse ce siège vacant.
Dakota du Sud	Tom Daschle (D)* John Thune (R)	M. Daschle, chef de la minorité au Sénat et le seul démocrate sortant dont la réélection est incertaine, a affaire à très forte partie face à son adversaire républicain John Thune, ancien député à la Chambre.

Les autres États où un siège au Sénat actuellement occupé par un démocrate est à renouveler : Caroline du Sud, Géorgie, Washington, Californie, Wisconsin, Arkansas, Connecticut, Hawaï, Indiana, Maryland, Nevada, New York, Dakota du Nord, Oregon et Vermont.

Sièges actuellement détenus par des républicains : les courses à suivre

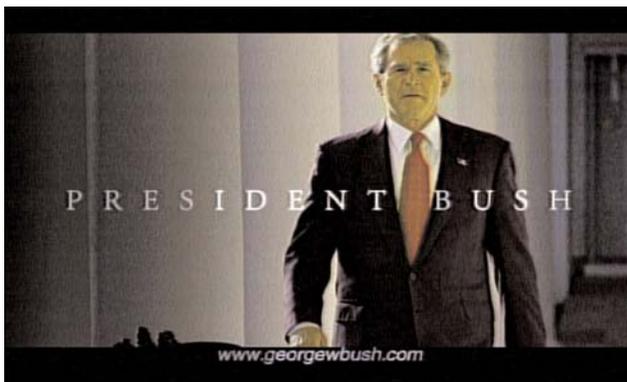
ÉTAT	CANDIDATS	COMMENTAIRE
Alaska	Tony Knowles (D) Lisa Murkowski (R)*	Nommée au Sénat par son père, Mme Murkowski affronte l'ancien gouverneur Tony Knowles.
Colorado	Ken Salazar (D) Pete Coors (R)	M. Salazar, « attorney general » de l'État, et M. Coors, magnat de la bière, ont tous deux eu du mal à l'emporter dans les primaires.
Illinois	Barack Obama (D) Alan Keyes (R)	Première dans l'histoire du pays : deux Afro-Américains s'affrontent pour un siège au Sénat.
Oklahoma	Brad Carson (D) Tom Coburn (R)	Le député Carson et l'ancien député Coburn sont l'un et l'autre des législateurs chevronnés.

Les autres États où un siège actuellement occupé par un républicain est à pourvoir : Kentucky, Missouri, Pennsylvanie, Alabama, Arizona, Idaho, Iowa, Kansas, New Hampshire, Ohio, and Utah.

* Sénateur sortant briguant un nouveau mandat

Le financement des campagnes électorales

Les États-Unis ont adopté des lois visant à réglementer les dépenses consacrées aux campagnes électorales à l'échelon fédéral, mais des questions restent posées. Dans une première partie, l'article ci-après brosse les grandes lignes du financement électoral; dans une seconde partie, M. Jan Baran, avocat de métier, discute les changements apportés par la loi votée en 2002 et connue sous le nom de Bipartisan Campaign Reform Act (BCRA). M. Baran exerce sa profession dans l'étude Wiley, Rein & Feingold LLP sise à Washington et préside la société Election Law and Government Ethics Practice.



Le coût élevé des campagnes politiques aux États-Unis fait toujours couler beaucoup d'encre, mais les tentatives visant à le faire baisser en limitant le montant des dons offerts aux candidats ou aux partis, aussi bien que les moyens de dépenser ces sommes d'argent, ont connu des succès inégaux.

En 1971, le gouvernement créa un fonds de financement public à l'intention des candidats à la présidence des États-Unis, lequel est alimenté par un prélèvement volontaire sur une partie des impôts des contribuables. Tout candidat qui accepte des fonds publics s'engage à respecter le plafonnement fixé des dépenses et il lui est interdit de solliciter ou de dépenser des fonds privés une fois qu'il a reçu l'investiture de son parti. À l'instar de tous les principaux candidats à la présidence depuis 1976, année de l'entrée en vigueur de ce fonds public, le président George W. Bush et le sénateur John Kerry ont décidé d'y recourir. Dès lors, ils devront chacun limiter leurs dépenses à environ 76 millions de dollars.

Ceci dit, le Parti démocrate et le Parti républicain peuvent dépenser chacun quelque 16 millions de dollars en coordination avec leur candidat, et des sommes illimitées au titre d'activités indépendantes. Par ailleurs, les groupes d'intérêt à but non lucratif peuvent acheter des espaces publicitaires visant à promouvoir des points de vue particuliers qui font directement référence à la position de tel ou tel candidat. Le plafonnement des dépenses n'empêchera donc pas la campagne présidentielle de 2004 d'être la plus coûteuse de l'histoire des États-Unis. Cette année, les experts chiffrent à environ un milliard de dollars le montant des sommes qui seront consacrées à la publicité par les candidats, les partis et les groupes d'intérêt.

Ci-dessus : messages publicitaires pour le président Bush (à gauche) et pour M. Kerry. (Photos AP/Bush-Cheney 2004; Kerry-Edwards 2004)

Le débat sur le financement des campagnes électorales s'articule autour de deux questions fondamentales : la première, c'est l'idée que les particuliers et les organisations qui ont les moyens de faire des dons généreux ont accès aux candidats (accès dénié de facto au citoyen ordinaire) et, partant, qu'ils peuvent influencer les choix politiques ; la seconde, c'est la conviction que les contributions faites à l'appui d'une idéologie politique quelconque constituent une forme de liberté d'expression protégée par la constitution des États-Unis.

En 1974, une tentative de réforme de l'influence de l'argent sur la vie politique aboutit à la création de la Commission électorale fédérale (FEC), organisme public indépendant et apolitique. Celui-ci a pour mission de surveiller l'application des règles et de la réglementation relatives à la procédure électorale des États-Unis, notamment en ce qui concerne la gestion des caisses électorales et la divulgation de l'identité des grands bailleurs de fonds. En outre, la loi qui porta création de la FEC limitait les contributions versées par les simples particuliers aux candidats et elle interdisait que des fonds fussent octroyés à ces derniers par les syndicats et les entreprises.

Du coup, syndicats, sociétés et individus richissimes se mirent à faire des dons aux partis politiques. Ces fonds, auxquels les candidats n'ont pas accès mais qui servent aux campagnes de mobilisation des électeurs ou au soutien de causes particulières, portent le nom de « soft money ». Ils ne sont assujettis à aucune limitation, qu'il s'agisse des dons de simples citoyens ou de groupes.

En 2002, le président George W. Bush a donné force de loi, en le signant, au texte dit « BCRA » (Bipartisan Campaign Reform Act), lequel est également connu sous l'appellation de « loi McCain-Feingold », du nom de ses initiateurs au Sénat. Cette loi interdit la sollicitation et l'emploi de « soft money » sous toutes ses formes dans le cadre des campagnes électorales fédérales et elle prohibe la diffusion de spots publicitaires par des groupes extérieurs à l'appui de telle ou telle cause au cours des quelques semaines qui précèdent une élection fédérale.

La réaction des groupes d'intérêt ne se fit pas attendre : ils se mirent à acheminer leurs contributions par le biais des « comités 527 » et des « groupes 501c », ainsi nommés en raison de l'article de la loi fiscale de laquelle ils relèvent, et ils prirent en mains un bon nombre d'activités qui

étaient jusqu'alors du ressort des partis politiques, à commencer par la diffusion de spots publicitaires pour défendre les causes qui leur sont chères.

Récemment, les tribunaux ont donné l'ordre à la FEC d'appliquer plus énergiquement les dispositions de la loi McCain-Feingold, et les législateurs acquis à la réforme ont promis d'introduire un nouveau texte de loi visant à responsabiliser les groupes politiques extérieurs ; mais ces changements ne surviendront pas à temps pour affecter les élections cette année.

Le BCRA dans la pratique

Commentaire de M. Jan Baran

La campagne présidentielle de 2004 est la première depuis l'adoption de la loi McCain-Feingold, également connue sous le nom de « Bipartisan Campaign Reform Act » (BCRA). Le BCRA a changé les règles du financement des campagnes électorales à plusieurs égards. Avant tout, il interdit les contributions financières importantes ainsi que les dons des entreprises et des syndicats aux partis politiques nationaux : c'est ce qu'on appelle « soft money » aux États-Unis. Lors de la campagne présidentielle de 2000, les comités des partis républicain et démocrate avaient ainsi mobilisé et dépensé près de 500 millions de dollars.

La deuxième grande disposition du BCRA relève le plafond des contributions que les simples particuliers peuvent verser aux candidats et aux partis politiques de leur choix : ces fonds portent le sobriquet de « hard money ». Certains plafonds passent du simple au double par rapport à ceux qui avaient été établis en 1974. Par exemple, le BCRA fait passer de 1 000 à 2 000 dollars la contribution maximale des particuliers à un candidat à la fonction de président, de sénateur ou de député. Cette limite s'applique à chaque élection, ce qui signifie que les primaires et les élections générales sont traitées indépendamment les unes des autres. En d'autres termes, un particulier peut verser jusqu'à 4 000 dollars à un candidat au cours d'une année électorale.

L'interdiction des contributions des groupes d'intérêt et le relèvement du plafond des donations individuelles ont profondément affecté le rôle de l'argent pendant les campagnes électorales de 2004. Les candidats ont constaté qu'ils pouvaient mobiliser beaucoup plus de

capitiaux qu'autrefois. Le président Bush et le sénateur Kerry, par exemple, ont battu des records en la matière. En 2000, M. Bush, alors gouverneur, avait collecté environ 100 millions de dollars pendant les primaires – du jamais vu à l'époque. Avec le BCRA et le relèvement des plafonds, le comité Bush-Cheney a recueilli la somme étonnante de 260 millions de dollars. La prestation du sénateur Kerry, lequel a mobilisé plus de 230 millions de dollars, force elle aussi le respect. Toutefois, pendant la campagne électorale générale, ces deux candidats ne recevront et ne dépenseront que des fonds remis par le Trésor en vertu du système de financement public et ils ne solliciteront pas de fonds privés supplémentaires.

De même, les comités des partis politiques, qui sont assujettis à un plafond plus généreux en ce qui concerne les contributions des particuliers, ont mobilisé des sommes plus importantes que jamais. En fait, certains ont même recueilli plus de « hard money » qu'ils n'avaient collecté de « hard » et de « soft money » en 2000. Il leur est interdit d'accepter des contributions qualifiées de « soft money ». Mais alors, où est passé cet argent ? Un grand nombre d'observateurs font remarquer que les particuliers riches, les entreprises et les syndicats versent aujourd'hui des dons aux « comités 527 », lesquels tirent leur nom de l'article d'une loi fiscale qui reconnaît l'exonération d'impôts aux organisations politiques. Un comité 527 peut échapper au plafonnement des contributions et il n'est donc pas tenu de se conformer aux restrictions juridiques visant le financement des campagnes fédérales, à partir du moment où il s'abstient de verser des fonds à un candidat, qu'il restreint ses activités à la défense de diverses causes ou qu'il intervient dans des élections non fédérales. À ce jour, dans le cadre du cycle électoral 2004, les comités 527 ont recueilli environ 300 millions de dollars. Ce sont les simples particuliers qui comptent parmi leurs plus gros donateurs. Deux personnes ont versé au total plus de 27 millions de dollars à des organismes de cette nature en vue de financer l'achat d'espaces publicitaires défavorables au président Bush. Le lecteur désireux d'obtenir des renseignements supplémentaires sur ces comités 527 peut consulter divers sites à l'internet, tel www.opensecrets.org.

Certains de ces comités exercent une influence considérable sur l'élection présidentielle. Par exemple, le groupe Swiftboat Veterans for Truth a parrainé la diffusion de spots publicitaires à la télévision qui attaquaient le sénateur Kerry pour ses activités pacifistes datant de l'époque de la guerre du Vietnam et qui mettaient en question certaines distinctions militaires qui lui avaient été décernées. Ces messages, à l'origine de toute une polémique, ont été contestés par les responsables de la campagne du sénateur Kerry. Des semaines durant, ils ont alimenté des débats sur les états de service du sénateur pendant la guerre du Vietnam et détourné l'attention du public d'autres dossiers d'actualité, tels le terrorisme, la guerre en Irak et l'économie.

Ce même groupe a suscité une autre controverse, en rapport celle-là avec le BCRA. Début septembre, il a été révélé que l'avocat des Swiftboat Veterans travaillait aussi pour le compte du comité Bush-Cheney. Or le BCRA interdit la coordination des dépenses entre la campagne d'un candidat et un comité 527. Reste à savoir si le fait qu'un avocat offre ses services aux uns et aux autres constitue un exemple de coordination. Dans ce cas précis, l'avocat a démissionné des fonctions qu'il occupait pour la campagne de M. Bush, et les responsables de la campagne du sénateur Kerry ont porté plainte devant la FEC.

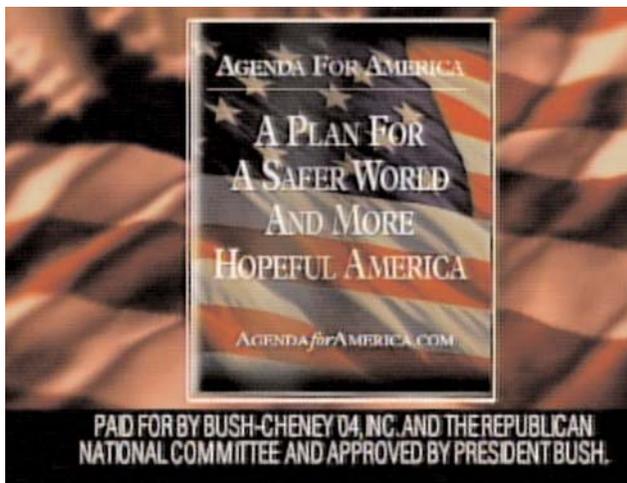
La progression des comités 527 a incité les sénateurs John McCain et Russ Feingold à prôner le renforcement de la réforme électorale. Ils ont présenté une proposition de loi qui vise à interdire les dons de « soft money » en provenance de ces organisations ainsi qu'un autre texte destiné à modifier la composition de la FEC et à renforcer son pouvoir de contrainte. L'issue des élections de 2004 reste à déterminer, mais il semble probable que d'autres réformes continueront de voir le jour et que les élections de 2008 seront régies par de nouvelles règles de financement.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les médias

Comme par le passé, les Américains s'informent sur les campagnes politiques grâce aux médias qui en assurent la couverture et aux messages publicitaires diffusés à la radio et à la télévision. Par ailleurs, l'internet a commencé à jouer un rôle influent.

Le présent article décrit l'impact des médias sur les électeurs; il est suivi d'une analyse de Montague Kern, professeur au département de journalisme et d'études des médias à l'université Rutgers de New Brunswick (New Jersey).



On ne saurait surestimer l'importance des médias dans le processus électoral aux États-Unis. Les chaînes nationales de télévision atteignent 99 % des foyers américains, établissant le contact avec l'ensemble de la gamme socio-économique. Les stations d'information des réseaux câblés, les débats et interviews radiotélévisés, les quotidiens, les revues d'actualités et les sites Internet informent tous l'électorat sur les candidats. Le contenu et l'orientation de leur couverture figurent parmi les facteurs les plus puissants qui déterminent la perception qu'ont les électeurs des candidats et des questions en jeu.

Les études révèlent que les médias électroniques consacrent la majeure partie de leur couverture à la concurrence qui oppose les candidats au lieu de donner des explications sur les questions et sur les positions des candidats. Soucieux d'accroître leurs parts d'audience, ces médias font porter leur attention sur les points

spectaculaires et soulignent les erreurs des candidats, les attaques entre adversaires et les scandales ou problèmes potentiels.

Même lorsque les médias couvrent les campagnes électorales, les candidats n'ont généralement qu'un temps d'antenne limité. C'est ainsi qu'une étude scientifique de la couverture médiatique des élections de 2000 par les grands réseaux d'information a pu constater que les reporters avaient la parole pendant 74 % du temps, que le public n'entendait les candidats s'exprimer de leur propre voix que 12 % du temps et que la durée moyenne des extraits ainsi diffusés n'était que de 7,8 secondes.

Pour communiquer plus directement avec les électeurs, les candidats achètent du temps d'antenne, radio et télévision, pour diffuser leurs annonces. Pour l'élection présidentielle de 2000, les candidats des deux grands partis ont dépensé 285 millions de dollars, dont 60 %

pour la publicité. Étant donné le coût élevé de la transmission de leurs messages aux électeurs, les directeurs des campagnes concentrent la diffusion de leurs annonces dans les régions où ils estiment que celles-ci auront le plus d'effet sur les électeurs qui n'ont pas encore arrêté leur choix, ce qui fait que certaines régions se retrouvent bombardées d'annonces alors que d'autres y sont très peu exposées.

L'élection de 2004 est la première où l'internet joue un rôle significatif dans la campagne et aux fins de la mobilisation de fonds. L'ancien candidat à l'investiture démocrate Howard Dean, gouverneur du petit État du Vermont, s'est servi de son site web pour former un réseau de milliers de bénévoles enthousiastes. Avant de se retirer de la course, il avait recueilli plus de fonds que ses adversaires des élections primaires démocrates et bénéficié d'une couverture médiatique favorable lui reconnaissant le mérite d'avoir démontré la puissance politique de l'internet.

Les autres candidats, suivant l'exemple de Dean, ont tiré parti des ressources du réseau. Le président Bush (www.georgewbush.com) et le sénateur Kerry (www.johnkerry.com) possèdent des sites web sophistiqués où ils plaident en faveur de leur programme et s'emploient à réfuter les messages de campagne de leur adversaire.

Les candidats s'efforcent également de se faire remarquer par des événements d'actualité dont ils espèrent une couverture médiatique. Il peut s'agir là d'une chose aussi importante que l'annonce d'un nouveau plan concernant une question qui retient l'intérêt de l'électorat ou aussi banale qu'une visite sur des lieux symboliques. Le président en exercice bénéficie d'un avantage ici, étant donné que ses actions font toujours l'actualité, qu'il s'agisse d'une cérémonie de promulgation de loi, d'une rencontre avec un chef d'État étranger ou d'une visite sur les lieux d'une catastrophe naturelle.

Les études scientifiques indiquent que la plupart des électeurs ont tendance à rechercher et à croire les informations qui renforcent leurs convictions déjà acquises. Ils forment l'audience des émissions radiotélévisées qui présentent un point de vue politique analogue au leur. Les deux tiers de l'électorat, chiffre qui coïncide avec le nombre d'électeurs s'identifiant à un parti politique donné, déclarent qu'ils ont déjà formé leur

opinion avant même que la campagne électorale n'ait commencé.

C'est sur les électeurs indécis, en proportion relativement faible, que la couverture médiatique et les annonces politiques ont le plus d'effet. Les stratégies médiatiques des campagnes électorales ne sont toutefois pas axées exclusivement sur ce segment de l'électorat : il est également important, en effet, que les partis politiques confortent l'appui que leur accordent leurs supporters traditionnels, leur « base » comme on l'appelle, et qu'ils mènent une campagne médiatique adaptée au public national ainsi qu'aux publics régionaux.

Une pratique qui a donné lieu à controverse ces dernières années est celle de « l'exit polling », le « sondage à la sortie des urnes » qui consiste pour les médias à interroger les électeurs au sortir des bureaux de vote sur la façon dont ils ont voté, puis de se fonder sur ces renseignements,



Page précédente, à gauche : Un message publicitaire diffusé le 20 septembre explique la position du président Bush sur le terrorisme. (Photo AP/Bush-Cheney 2004)

Page précédente à droite : Un message télévisé utilise des images de M. Kerry prises pendant la guerre du Vietnam pour contrer les accusations selon lesquelles il aurait menti sur ses actions pendant son service militaire. (Photo AP/Kerry-Edwards 2004)

En haut : À Fort Pierce (Floride), le président Bush passe de l'eau à des sinistrés d'un cyclone. (Photo AP/Charles Dharapak)

Ci-dessus : À son arrivée à Erlanger (Kentucky) le 7 septembre, M. Kerry fait une déclaration à la presse. (Photo AP/Gerald Herbert)

portant souvent sur un échantillon très limité, pour pronostiquer le résultat de l'élection. Bien que ces pronostics se réalisent en général, les États de la côte ouest, où les bureaux de vote ferment plusieurs heures après ceux de la côte est, se plaignent de l'influence de tels pronostics sur les électeurs qui n'ont pas encore exprimé leur choix.

Enfin, en 2004, un autre média qui était généralement absent des campagnes politiques a fait son entrée en lice : le cinéma. Un long métrage de type documentaire sorti en juin s'en est pris aux actions du gouvernement Bush au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001. En septembre, un deuxième film visant à réfuter la thèse du premier a été distribué dans les salles des États-Unis. Rien ne dit qu'il y a là une tendance appelée à se maintenir, mais ces productions cinématographiques ont incontestablement pris place cette année dans la combinaison des médias utilisés.

La publicité et les sondages en tant que sources d'information

Commentaire de Montague Kern

La publicité politique joue un rôle très important dans les élections américaines. Les recherches ont confirmé que la publicité a quatre fois plus de poids que les nouvelles en tant que source d'information pour les électeurs. Les messages agressifs sont particulièrement importants dans les élections, étant donné qu'ils sont mentionnés dans les nouvelles plus fréquemment que les messages dits positifs et qu'ils tendent à encourager les affrontements, qui ont toujours une valeur d'actualité.

Toutefois, lors des élections primaires démocratiques de 2004, on a noté une grande réticence de la part des candidats à lancer des attaques personnelles visant leurs adversaires. Howard Dean a été le seul candidat à publier des annonces dites « de franc parler ». Regardant les électeurs droit dans les yeux, il s'en est pris à la guerre en Iraq, au président Bush et aux candidats démocrates au Congrès. La publicité « négative » n'a jamais recueilli les faveurs du public mais les électeurs y font attention. La publicité peut déterminer un programme de campagne électorale et peut se révéler persuasive, en particulier si le candidat n'est guère connu ou manque d'expérience ou de savoir politique.

Howard Dean a lancé un défi aux médias traditionnels et a été le premier à faire usage de l'internet pour sa campagne, ce qui confère à cette dernière une certaine importance. À l'époque, la presse et nombre d'analystes ont pensé que l'émergence de l'internet profiterait principalement aux candidats progressistes. En fait, il n'en a pas été ainsi en 2004. En matière de campagne électorale, les conservateurs et les républicains sont, eux aussi, présents à égalité, sinon davantage, dans ce nouveau média. Les « influentiels » de l'internet (expression née après une étude de leurs caractéristiques démographiques) ont forcé la presse à y prêter attention, en particulier tout récemment à l'occasion de la publication d'un article à la mi-septembre. Une grande chaîne de télévision avait effectué un reportage sur des documents concernant les états de service du président Bush dans la Garde nationale, documents qui présentaient celui-ci sous un jour défavorable. Certains particuliers propriétaires de « blogs », sites personnels où ils publient périodiquement leurs opinions, ont immédiatement émis des doutes quant à l'authenticité des documents. Des enquêtes de suivi ont permis de conclure avec une quasi-certitude qu'il s'agissait de faux. La chaîne de télévision a reconnu qu'elle n'avait pas suffisamment examiné les documents et a présenté des excuses au public devant ce manquement aux normes journalistiques généralement acceptées.

Au cours des élections primaires, les messages publicitaires de la campagne Kerry, plus traditionnels, mais positifs, ont été coordonnés avec une campagne plus forte de type classique menée sur le terrain et axée exclusivement sur l'Iowa. Ces annonces étaient d'excellente qualité mais n'ont guère retenu l'attention de la presse nationale. En conséquence, à l'issue des primaires, M. Kerry faisait toujours figure d'inconnu. Son identité s'est ensuite étoffée sur la base d'une couverture médiatique qui s'est concentrée sur deux reproches : le fait qu'il n'avait pas attaqué le Président et sa faiblesse dans les sondages.

Les médias ont également repris l'affirmation de la campagne Bush, qui accuse M. Kerry de changer d'avis comme de chemise. Les commentateurs ont signalé que M. Kerry n'avait pas riposté à la publicité qui mettait en cause ses prises de position. Bien que l'on n'ait pas encore fini d'analyser l'impact de la publicité, il apparaît clairement qu'un message a eu un effet majeur, du fait de sa prolifération sur l'internet et sur les chaînes de télévision câblée, en dépit des doutes concernant sa véracité. Cette annonce accusait John Kerry de ne pas

avoir mérité les médailles qui lui avaient été décernées pour sa bravoure durant son service au Vietnam.

Ce message ainsi que beaucoup d'autres de la campagne de cette année ont été créés et financés par des groupes d'appui indépendants et non pas par les campagnes Bush ou Kerry. On peut également mentionner, à titre d'exemple, une annonce émanant du « Fonds électoral pour le progrès de l'Amérique » qui a recours à des éléments visuels pour lier John Kerry à Oussama ben Laden, ou une autre, intitulée « Polygraph », qui met en doute la véracité des affirmations de George W. Bush à l'approche de la guerre en Irak.

Un autre point important, en ce qui concerne cette année les médias et la politique, est que les campagnes politiques contestent la validité des résultats des sondages d'opinion menés par les organisations médiatiques, qui alimentent la chronique quotidienne de l'actualité. Les critiques viennent de la droite comme de la gauche. Selon le « Wall Street Journal », dans des articles parus en

septembre, les responsables des campagnes électorales mettent en cause les méthodes appliquées par les organismes de sondage pour établir leurs échantillons d'électeurs. Les sondages ne visent que les électeurs inscrits, laissant ainsi de côté les opinions des électeurs non inscrits. Or aux États-Unis, ces électeurs non inscrits, qui n'ont pas participé non plus aux récentes élections présidentielles, représentent près de la moitié de la population.

On s'attend toutefois cette année à une augmentation sensible du taux de participation électorale. Et dans cette élection, ce sont les électeurs, et non pas la publicité politique ou la couverture médiatique, qui décideront de l'issue de la course à la présidence des États-Unis.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les tiers partis

Bien qu'aucun candidat d'un tiers parti n'ait encore remporté une élection présidentielle aux États-Unis, certains ont eu un impact appréciable sur les résultats. Le présent article examine les obstacles auxquels se heurtent les tiers partis en général. L'analyse du cas d'un candidat particulier, Ralph Nader, est de Sandy Maisel, professeur d'administration publique, titulaire de la chaire William Kenan au Colby College de Waterville (Maine).

Si le paysage politique américain est dominé par les républicains et les démocrates, les tiers partis exercent depuis longtemps une influence non négligeable sur les élections présidentielles. En 2000, les candidats de 12 autres partis figuraient sur les bulletins de vote de certains États et même parfois sur tous. Aux prochaines présidentielles, il y a de nouveau 12 partis qui présentent des candidats. Certains, tels que les « partis prohibitionnistes » (opposés essentiellement à la vente de boissons alcoolisées) et divers groupes socialistes, n'ont réuni suffisamment de signatures auprès des électeurs que pour inscrire leur candidat dans quelques États. D'autres, en revanche, présentent des candidats dans plus de la moitié des 50 États : le parti des Verts, environnementaliste (28 États) ; le parti de la Constitution, groupe intégriste chrétien (38) ; le parti libertaire, conservateur sur le plan fiscal et progressiste sur le plan social (49) ; et le parti des Indépendants et de la Réforme, groupe progressiste présentant la candidature de Ralph Nader (37 avec l'admissibilité dans plusieurs autres États en cours d'examen).

Il est toutefois extrêmement difficile pour les tiers partis de mettre les candidats républicains et démocrates en difficulté. Le processus du Collège électoral et les critères d'inscription sur le bulletin de vote, de participation aux débats et d'octroi de fonds de l'État fédéral pour financer les campagnes favorisent les deux principaux partis.

En outre, les tiers partis disposent rarement de grandes organisations de niveau national comme les deux grands partis, sont moins expérimentés en matière de gestion des campagnes et ne bénéficient pas de la même couverture

médiatique. N'étant pas au pouvoir et étant moins connus, ils éprouvent des difficultés plus grandes de mobilisation de fonds et, vu les sommes énormes qu'exigent les campagnes électorales nationales aux États-Unis, ils se voient forcés de consacrer plus de temps à se procurer des ressources financières qu'à faire campagne pour exposer leurs points de vue. Cependant, certains candidats de tiers partis remportent des élections aux niveaux local et des États fédérés et il y a eu des représentants de partis indépendants au Congrès.

Cela dit, l'intervention de tiers partis peut produire des résultats spectaculaires. Leurs candidats peuvent faire figure de « trouble-fête » dans les élections fortement disputées, en ravissant au candidat de l'un des deux grands partis assez de suffrages pour lui faire perdre le vote populaire dans un État et donc ses voix de grands électeurs et, peut-être, par suite, la présidence elle-même. Le cas s'est produit plusieurs fois dans l'histoire des États-Unis. En 1912, l'ancien président Teddy Roosevelt a recueilli, en tant que membre d'un tiers parti, plus de 27 % des voix, divisant ainsi le vote républicain et donnant la victoire au démocrate Woodrow Wilson. Plus récemment, George Wallace en 1968 et Ross Perot en 1992 ont enlevé un pourcentage significatif de voix aux deux grands partis lors de l'élection présidentielle. Nombreux sont les gens qui pensent que Ralph Nader en 2000 a ravi assez de suffrages (2,8 millions) au candidat démocrate Al Gore pour lui faire perdre des voix des grands électeurs et faire pencher la balance en faveur de George W. Bush. En conséquence, la candidature de Ralph Nader, qui se représente en 2004, est suivie de très près par les deux grands partis.

La candidature Nader

Commentaire de Sandy Maisel

En politique américaine, tout est contexte. Les candidats de tiers partis le savent parfaitement et comprennent mieux que personne que, dans la présente élection, le contexte présente de multiples facettes.

Je parlerai ici du candidat de « tiers parti » Ralph Nader. J'emploie des guillemets pour rappeler que Ralph Nader ne représente pas un tiers parti donné mais que son nom figure sur le bulletin de vote de plusieurs États sous diverses étiquettes. Lorsque les Américains parlent de candidats de tiers partis aujourd'hui, ils entendent par là des candidats de partis autres que le Parti démocrate ou le Parti républicain.

En centrant mon attention sur Ralph Nader, je néglige sciemment la candidature de l'écologiste Peter Cobb, sous la bannière duquel M. Nader s'est présenté il y a quatre ans, ainsi que les autres candidatures inscrites sur le bulletin d'un ou de plusieurs États sous diverses étiquettes. Choix délibéré de ma part, car je pense que leur impact sera minime. Ils soulèveront peut-être des questions intéressantes, mais personne ne les écoute et pratiquement personne ne votera pour eux. Je me dois toutefois de lancer ici un avertissement : ils sont, certes, sans pertinence du point de vue électoral au plan national, mais dans tout État où le scrutin sera aussi serré qu'il l'était en 2000 au Nouveau-Mexique ou en Floride, tout candidat qui obtiendrait 0,5 % des voix pourrait, si ces voix étaient allées non à lui mais au candidat perdant, retrouver sa pertinence.

Ce fait met en relief la première facette du contexte électoral de 2004. Nombreux sont ceux qui estiment que Ralph Nader a coûté à Al Gore l'élection de 2000, car les gens qui ont voté pour Nader auraient autrement voté pour Gore, dans certains États d'une importance vitale où quelques milliers de voix seulement départageaient le vainqueur et le vaincu. L'exactitude de cette opinion est d'une importance secondaire, dès lors que celle-ci est perçue comme vraie. C'est en se fondant sur cette

perception que les démocrates se sont acharnés partout où ils l'ont pu, en 2004, à empêcher l'inscription de M. Nader (et d'autres candidats de tiers partis) sur le bulletin de vote. Dans les élections américaines, l'inscription sur le bulletin de vote est contrôlée au niveau des États, dont chacun s'est doté de lois distinctes. Au



Le candidat indépendant à la présidence Ralph Nader prend la parole, le 23 février, lors d'une conférence de presse à Washington. (Photo AP/Ron Edmonds)

moment où j'écris ces mots, le nom de Ralph Nader paraîtra sur les bulletins de vote de 32 États; il y figure également dans quatre autres, mais la chose fait l'objet d'une contestation judiciaire; il n'y figure pas dans huit autres, mais Ralph Nader s'est pourvu devant les tribunaux de ces États pour être autorisé à y présenter sa candidature; et il ne pourra en aucun cas être candidat dans sept États. En 2000, le nom de Nader figurait sur les bulletins de

vote de 43 États.

La deuxième facette se rapporte à la première. Même dans les États où le nom de Nader figure sur le bulletin de vote, ses anciens partisans hésitent à lui accorder leur appui cette année, de crainte de voir se reproduire ce qui s'est passé en 2000, à savoir qu'en soutenant le candidat qu'ils préféreraient aux deux autres, ils ont contribué à élire celui qu'ils appréciaient le moins. Ici encore, c'est l'impression qui compte.

L'élection de 2000 est encore très proche et nombreux sont ceux qui s'en souviennent; par ailleurs, selon un grand nombre d'experts, l'élection de 2004 promet d'être extrêmement serrée. La pertinence des tiers partis tient donc à ce que la victoire du président Bush ou du sénateur Kerry dépendra des résultats qu'ils obtiendront dans les neuf ou dix États où ils se trouvent au coude à coude.

Les électeurs des États où l'issue ne fait aucun doute peuvent voter pour Ralph Nader sans crainte de répercussions sur le résultat final, mais il en va différemment dans les autres États. M. Nader est déjà candidat dans au moins six des États pivots et sa candidature peut encore être admise dans deux autres. Selon les sondages, il recueillera environ 2 % des voix dans ces États. Généralement, les prévisions de vote des candidats de tiers partis accusent une baisse à l'approche

du scrutin, en particulier si celui-ci est serré. Mais il semble bien que dans certains États, le New Hampshire par exemple, les suffrages en faveur de M. Nader pourraient dépasser l'écart entre MM. Bush et Kerry.

Dans ces conditions, comment évaluer le rôle des tiers partis? Ces partis sont nettement défavorisés par le système électoral américain, de nombreux électeurs le reconnaissent et l'acceptent, bon gré mal gré. C'est ce qui fait que, notamment lors d'élections particulièrement serrées comme celle-ci, les candidats de tiers partis, même les plus connus tels que Ralph Nader, recueillent relativement peu de voix. Mais dans le cas de scrutins serrés, comme il a été démontré en 2000, ce petit nombre de voix peut être déterminant. Si la marge qui sépare les deux premiers candidats se creuse, les candidats de tiers partis tels que Ralph Nader perdront toute pertinence; si la marge se réduit, ces candidats pourraient fort bien déterminer l'identité de celui qui accédera à la présidence en janvier 2005.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les candidats de tiers partis de 1832 à 1996

En moyenne, les candidats de tiers partis ont obtenu, au cours de l'histoire, 5,6 % des suffrages populaires.
La liste ci-après présente les candidats ayant obtenu un pourcentage supérieur à cette moyenne.

Année	Parti	Candidat	% du vote populaire	Voix du Collège électoral	Sort du candidat aux élections suivantes
1996	Réforme	Ross Perot	8.4	0	Ne se présente pas, soutient le candidat républicain George W. Bush
1992	Indépendant	Ross Perot	18.9	0	Se présente comme candidat du parti de la Réforme
1980	Indépendant	John Anderson	6.6	0	Ne se présente pas
1968	Indépendant américain	George Wallace	13.5	46	Obtient 1,4 % des voix
1924	Progressiste	Robert La Follette	16.6	13	Regagne le parti républicain
1912	Progressiste («Bull Moose»)	Theodore Roosevelt	27.4	88	Regagne le parti républicain
1912	Socialiste	Eugene Debs	6	0	Obtient 3,2 % des voix
1892	Populiste	James Weaver	8.5	22	Soutient le candidat démocrate
1860	Union constitutionnelle	John Bell	12.6	39	Parti dissous
1860	Démocrate sudiste	John Breckinridge	18.1	72	Parti dissous
1856	Américain («Know-Nothing»)	Millard Fillmore	21.5	8	Parti dissous
1848	Pour la libre distribution des terres	Martin Van Buren	10.1	0	Obtient 4,9 % des voix
1832	Antimaçonnique	William Wirt	7.8	7	Soutient le candidat whig

Les programmes des partis

Le programme d'un parti politique informe les électeurs des positions adoptées par ce dernier sur les grandes questions d'actualité. Nous présentons ci-dessous des extraits des programmes de 2004 des deux grands partis aux États-Unis, le Parti républicain et le Parti démocrate, précédés d'introductions rédigées par des militants chevronnés. L'introduction au programme du Parti républicain a été rédigée par M. Tucker Eskew, un ancien assistant du président au sein du Bureau des communications de la Maison-Blanche. Quant à celle du Parti démocrate, elle est l'œuvre de Marc Ginsberg, ancien ambassadeur des États-Unis au Maroc et président-directeur général de Northstar Equity Group.

Le programme du Parti républicain

Par Tucker Eskew

Guerre mondiale contre le terrorisme : pour renforcer la sécurité de l'Amérique et du monde, le président Bush, de concert avec ses alliés, poursuivra et remportera la guerre contre le terrorisme. Depuis le 11 septembre 2001, nos courageuses forces armées, avec l'aide de dizaines d'autres pays, ont renversé les talibans en Afghanistan, éliminé un allié stratégique d'Al-Qaida et libéré le peuple afghan. En Irak, Saddam Hussein a défié la communauté internationale et ignoré 17 résolutions des Nations unies sur une période de 12 ans, sans jamais laisser entendre que l'Irak désarmerait un jour et se plierait aux exigences légitimes du reste du monde. En 2002, le conseil de sécurité des Nations unies, par un vote unanime, a offert à Saddam Hussein une dernière chance de remplir ses obligations auprès de la communauté internationale sous peine de subir les lourdes conséquences de ses actes. Aujourd'hui, 25 millions de citoyens Irakiens qui vivaient auparavant sous le joug de la tyrannie de Saddam Hussein sont désormais libres, et ils font leurs premiers pas sur le chemin de la démocratie. Avec la collaboration des populations afghane et irakienne, nous cherchons à étendre la liberté et à semer les graines de la prospérité au Moyen-Orient. Notre pays est plus en sécurité parce que des régimes dangereux liés au terrorisme ne sont plus au pouvoir. Le monde est plus sûr – sans l'être encore tout à fait – parce que nous coopérons avec nos alliés, en vue d'éliminer le financement du terrorisme, d'arrêter les terroristes et de promouvoir la démocratie et la liberté. Sécurité intérieure : La mission la plus importante du

Le programme du Parti démocrate

Par Marc Ginsberg

Guerre mondiale contre le terrorisme : Les États-Unis et d'autres démocraties sont engagés dans une lutte mondiale contre des terroristes d'obédience musulmane extrémiste, contre lesquels l'offensive doit être menée sur de nombreux fronts en déployant toutes nos ressources – diplomatiques, économiques, militaires, ainsi que le renseignement. Si nous jouissions du soutien de la communauté internationale après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, celui-ci a désormais pratiquement disparu et il nous faut restaurer nos alliances pour lutter efficacement et sortir victorieux. Nous ne devons jamais plus nous trouver sur la défensive ou attendre d'être attaqués. La bataille doit toujours être menée sur le terrain de l'ennemi, mais elle ne doit pas être uniquement focalisée sur les combats militaires. Les États-Unis doivent aussi participer à des combats d'idées afin de restaurer leurs alliances et en forger de nouvelles avec le monde musulman, et aider celui-ci à vaincre l'extrémisme musulman. Nous devons aussi nous engager une nouvelle fois à promouvoir une paix durable au Moyen-Orient, paix qui mette un terme irrévocable au conflit israélo-palestinien, renforce et sécurise Israël et fasse apparaître une nouvelle direction palestinienne qui rejette catégoriquement le terrorisme, s'y oppose avec force, et accepte l'existence d'un État d'Israël, d'une démocratie juive au Moyen-Orient.

Nous avons commis l'erreur de détourner notre attention et nos ressources de notre véritable ennemi – Al-Qaida –

Suite page suivante

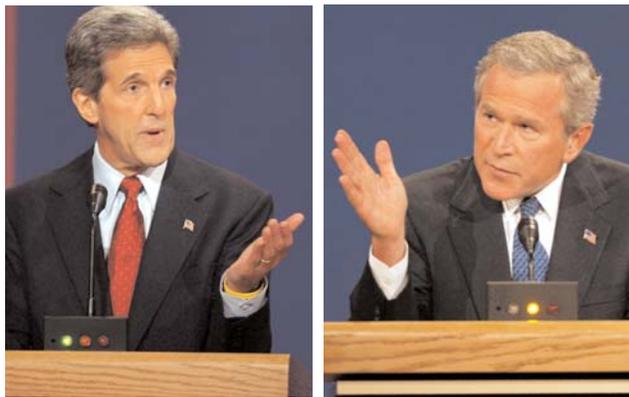
Suite page suivante

Le programme du Parti républicain

Suite de la page 25

président est de protéger le territoire américain. Depuis le 11 septembre 2001, les progrès accomplis sont considérables. Le président Bush et le Congrès ont créé un ministère de la sécurité intérieure. En rassemblant plus de 22 services et bureaux, le président a amélioré la capacité des pouvoirs publics de protéger nos frontières et nos infrastructures, et de patrouiller notre espace aérien. Il a veillé à protéger nos frontières tout en gardant la porte ouverte aux visiteurs étrangers.

Commerce et économie: Au cours de son second mandat, le président Bush concentrera son attention sur l'économie pour la rendre plus prospère et compétitive. Il prévoit, par exemple, de continuer sur la voie de la réforme de l'éducation, pour former une main-d'œuvre compétente et compétitive; il envisage d'encourager un régime fiscal favorable à la croissance, équitable et



Le sénateur John Kerry (à gauche) et le président George W. Bush lors du débat télévisé du 30 septembre à Coral Gables (Floride), la première des trois rencontres (voir page 28) auxquelles ils devaient participer à l'approche des élections du 2 novembre. Les deux candidats à la vice-présidence, le sénateur John Edwards et le vice-président Dick Cheney, ont également participé à un débat télévisé le 5 octobre à Cleveland (Ohio). Lors de ces événements, les candidats défendent non seulement leur bilan, mais aussi le bien-fondé et les objectifs de nombreux points figurant dans les programmes respectifs de leurs partis, et ils décrivent comment ils entendent les mettre en application.

simplifié; de promouvoir la recherche et le développement dans le secteur public comme dans le secteur privé, de satisfaire nos besoins en énergie et de réduire notre dépendance énergétique; d'alléger les réglementations contraignantes; de réformer la fonction publique et d'ouvrir les marchés étrangers aux produits américains. Le libre-échange élargit les choix des

Suite page suivante

Le programme du Parti démocrate

Suite de la page 25

en attaquant l'Irak. Le plus grand danger qui nous menace actuellement est la possibilité que des terroristes se procurent des armes nucléaires, et nous devons rediriger nos efforts pour éviter une telle éventualité. Même si Saddam Hussein était un dictateur brutal, ce n'était pas une raison pour faire la guerre. Nous avons remplacé cette dictature par une situation de chaos qui nous a privés du soutien crucial des Irakiens et de nos alliés. Nos alliances et le soutien de la communauté internationale en faveur de notre pays ont été gravement sapés par notre décision hâtive et infondée d'entrer en guerre. D'après les renseignements dont nous disposons, Saddam Hussein ne possédait pas d'arme de destruction massive et n'apportait aucune aide à Al-Qaida. Les États-Unis ne sont pas nécessairement plus en sécurité après le renversement de Saddam Hussein et ils ne disposent ni du soutien international nécessaire ni d'une stratégie cohérente permettant de rétablir la stabilité en Irak. Notre incapacité de stabiliser l'Irak et les conséquences de cet échec nous obligent à changer de cap, afin d'assurer à ce pays la perspective d'un avenir stable, prospère et démocratique.

Les États-Unis doivent resserrer leurs liens avec leurs partenaires historiques de l'Alliance atlantique pour lutter efficacement contre le terrorisme, reconstruire l'Irak, stabiliser l'Afghanistan, contenir la Corée du Nord, faire face aux ambitions nucléaires de l'Iran et trouver des solutions constructives pour mettre fin à l'instabilité au Moyen-Orient. Cela signifie également se mettre d'accord avec l'Europe sur diverses questions dont le Protocole de Tokyo pour les questions environnementales, le Tribunal pénal international, le commerce international et l'aide étrangère.

Sécurité intérieure: Les démocrates envisagent très sérieusement de prendre des mesures immédiates pour répondre aux recommandations de la commission du 11 septembre, notamment: créer un poste de directeur national des services de renseignements, améliorer considérablement nos capacités en matière de renseignement humain, et intégrer l'information recueillie. Nous devons surtout empêcher les terroristes d'obtenir des armes de destruction massive et, pour ce faire, nous devons sécuriser tout équipement nucléaire non protégé, renforcer nos initiatives de lutte contre la prolifération, détruire les stocks d'armes chimiques et apporter une aide économique et éducative aux pays déstructurés. En politique intérieure, nous devons prévoir

Suite page suivante

Le programme du Parti républicain

Suite de la page 26

consommateurs américains et relève le niveau de vie de nos familles.

Immigration : Le président propose un nouveau programme de travail temporaire qui mettra en relation des travailleurs étrangers avec des entreprises américaines lorsque ces dernières ne trouveront aucun Américain pour occuper leurs postes à pourvoir. Ce programme offrira un statut de travailleur temporaire légitime à des millions d'hommes et de femmes sans papiers actuellement employés aux États-Unis, mais aussi à ceux qui à l'étranger souhaitent participer à ce programme et ont reçu une offre d'emploi aux États-Unis.

Santé dans le monde : Le président Bush s'engage à œuvrer à la santé et au bien-être de la population mondiale. Il a annoncé, par exemple, une initiative sur 5 ans, d'une valeur de 15 milliards de dollars, afin de gagner du terrain dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida dans le monde. Cet engagement de ressources aidera les pays les plus touchés d'Afrique et des Caraïbes à combattre et à vaincre le VIH/sida. Les 15 milliards de dollars de financement réservés à cette initiative triplent la part des États-Unis à l'aide internationale consacrée au sida.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le programme du Parti démocrate

Suite de la page 26

des budgets suffisants pour financer les services d'intervention en cas d'attentat et pour nous protéger activement contre le bioterrorisme.

Commerce et économie : Pour ce qui est du commerce international et de la politique économique, l'enjeu des États-Unis consiste à favoriser l'expansion économique, à accroître les emplois bien rémunérés et, simultanément, à réduire le déficit budgétaire et commercial. Les démocrates encourageront la création d'emplois en offrant des crédits d'impôts aux industriels, notamment aux petites entreprises, pour préserver l'emploi sur le territoire américain et, par ailleurs, ils encourageront le commerce équitable, insistant sur l'instauration, dans les traités, de normes relatives au respect de l'environnement et aux conditions de travail, et ils appliqueront les règles sanctionnant les pratiques déloyales. L'accroissement des échanges grâce à la réduction des tarifs douaniers et à l'allègement de la dette profitera à tous les pays en difficulté, notamment à nos voisins les plus proches, au sud des États-Unis.

Immigration : Nous devons nous souvenir que du cercle polaire arctique à la Terre de feu, les peuples du continent américain sont plus que jamais unis par des liens commerciaux, familiaux et par l'immigration. La création d'emplois dans un pays ne se traduit pas automatiquement par une perte d'emplois dans un autre. La libre circulation des idées et l'instauration de réformes conjointes et durables constituent le moyen de garantir une vie meilleure à nos enfants.

Santé mondiale : L'Afrique se trouve au centre de la crise mondiale du VIH/sida. Des programmes de soins et de prévention efficaces doivent reposer sur des faits scientifiques et non sur une idéologie conservatrice. Imposer des programmes qui interdisent aux organismes financés par des fonds publics de discuter des solutions offertes par le planning familial, qui s'opposent à l'emploi de préservatifs ou favorisent l'abstinence comme mesure préventive, privent les décideurs de la souplesse nécessaire à l'adoption de solutions efficaces. Les règlements versés au Fonds mondial doivent être augmentés. Les États-Unis doivent aussi offrir une aide humanitaire directe ou garantir la sécurité afin que les travailleurs humanitaires puissent accéder à toutes les régions touchées par une crise.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Extraits des programmes politiques

Des extraits des programmes respectifs des deux grands partis politiques sont reproduits ci-dessous. Pour consulter chaque programme de façon exhaustive allez sur les deux liens suivants: <http://a9.g.akamai.net/7/9/8082/v001/www.democrats.org/pdfs/2004platform.pdf> (Démocrates) et <http://www.gop.com/About/PartyPlatform/Default.aspx> (Républicains).

Questions	Programme du Parti républicain : « Un monde plus sûr et une Amérique plus optimiste »	Programme du Parti démocrate « Résolus chez nous, respectés dans le monde »
Terrorisme	<p>Nous défendons la paix en allant combattre l'ennemi là où il se trouve. Nous luttons contre les terroristes à l'étranger pour ne pas devoir les combattre sur notre territoire. Nous éliminons les chefs des réseaux terroristes en menant des raids, en perturbant leurs projets et leurs financements, et en les contraignant à une fuite constante.</p> <p>Nous préservons la paix en œuvrant de concert avec plus de 80 pays alliés et institutions internationales afin d'isoler et de confronter les terroristes et les régimes voyous.</p> <p>Nous ne négocions pas avec les terroristes. Aucune forme de thérapie ou de coercition ne les détournera de leurs dessins meurtriers. Seule la destruction totale et complète du terrorisme permettra à la liberté de s'épanouir.</p>	<p>La guerre contre le terrorisme ne sera victorieuse que si la détermination du gouvernement américain est associée à une coopération internationale sur tous les fronts.</p> <p>Cette victoire implique la capacité et la volonté de diriger une intervention militaire immédiate et énergique lorsque la capture ou la destruction des groupes terroristes et de leurs dirigeants est possible, une amélioration considérable du recueil et de l'analyse de renseignements associée à une application stricte de la loi, des efforts constants de blocage des flux financiers d'origine terroriste, des initiatives mondiales visant à empêcher des régimes fragiles de devenir des sanctuaires du terrorisme, un effort soutenu dans le domaine de l'information des peuples afin de réduire le nombre de nouvelles recrues du terrorisme, et des initiatives politiques et économiques soutenues pour améliorer l'éducation, œuvrer pour la paix, soutenir la démocratie et susciter l'espoir.</p>
Irak	<p>En Irak, l'Amérique sert la cause de la liberté et de la paix et défend sa propre sécurité. Nous accordons une confiance totale au projet d'autonomie actuellement mis en œuvre par le gouvernement provisoire de l'Irak.</p>	<p>Nous n'avons pas le choix, la paix doit être faite. L'échec en Irak doit être évité car cet État deviendrait inévitablement un repaire de terroristes et une force de déstabilisation au Moyen-Orient.</p>
Moyen-Orient	<p>Les républicains appuient la politique du président Bush, qui consiste à œuvre de concert avec tous les gouvernements du Moyen-Orient engagés dans la destruction des réseaux terroristes, et, à plus long terme, à attendre de ses amis de la région des réformes et une démocratie répondant à des critères plus élevés. Nous favoriserons la paix en soutenant les démocraties naissantes, ainsi que l'espoir et les progrès qu'elles suscitent, offrant ainsi une solution autre que la haine et la terreur présentes au Moyen-Orient.</p> <p>Nous appuyons le projet du président Bush de création de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en toute sécurité. Si les Palestiniens adoptent la démocratie et l'État de droit, luttent contre la corruption, et rejettent fermement le terrorisme, ils pourront alors compter sur l'appui de l'Amérique pour la création d'un État palestinien.</p>	<p>Ce qu'il faut à l'Amérique, c'est une vaste initiative de communication avec les peuples, en appui aux nombreuses voix prônant la liberté dans le monde arabe et musulman. Et nous devons soutenir les groupes de défense des droits des personnes, les médias indépendants et les syndicats qui œuvrent à l'instauration d'une culture démocratique venant de la base.</p> <p>Nous œuvrerons à transformer l'Autorité palestinienne en encourageant la venue de nouveaux dirigeants responsables, dévoués à la lutte contre le terrorisme et favorables à la démocratie. Nous appuyons la création d'un État palestinien démocratique s'engageant à vivre en paix et dans la sécurité, aux côtés de l'État juif d'Israël.</p>

Questions	Programme du Parti républicain : « Un monde plus sûr et une Amérique plus optimiste »	Programme du Parti démocrate « Résolus chez nous, respectés dans le monde »
Armes de destruction massive	Nous n'autoriserons pas les régimes les plus dangereux du globe à posséder les armes les plus dangereuses.	Empêcher les terroristes d'acquérir ces armes doit être notre objectif prioritaire en matière de sécurité.
Le rôle des États-Unis dans le monde	Nous proclamons que le rôle de l'Amérique est de conduire le monde sur le chemin d'une liberté, de possibilités et d'une prospérité accrues. À nos initiatives visant à renforcer les libertés économiques et politiques s'ajoutent nos actions en faveur de la liberté de culte.	Nous croyons en une Amérique qui suscite l'admiration des peuples du monde car ils savent que nous ne nous contentons pas de chérir notre liberté, nous chérissons la leur également ; nous tenons à notre démocratie mais aussi à leurs espoirs de démocratie ; et enfin, nous aimons la paix et la sécurité dans notre pays, mais aussi dans le reste du monde.
Commerce	Le libre-échange doit reposer sur un commerce équitable répondant aux objectifs économiques de l'Amérique et protégeant les emplois. Pour y parvenir, nous devons agir mondialement, régionalement, et bilatéralement pour négocier de nouveaux accords commerciaux et respecter nos engagements commerciaux actuels.	Nous nous engageons prioritairement à abattre les obstacles qui s'opposent à la liberté, à l'équité et à l'équilibre des échanges commerciaux pour que les marchés extérieurs soient aussi ouverts que le nôtre. Nous déploierons les moyens à notre disposition afin de créer de nouvelles possibilités pour les ouvriers, les agriculteurs et les entreprises aux États-Unis, et d'abattre les barrières commerciales sur les principaux marchés à l'exportation.
Santé mondiale	Nous soutenons totalement la décision du président d'augmenter fortement les ressources nécessaires à la recherche d'un vaccin contre le VIH/sida et d'investir au moins 15 milliards de dollars sur 5 ans dans la prévention, la prise en charge et les programmes de soins dans le monde, adoptant ainsi une stratégie exhaustive de lutte contre la pandémie qui comprend l'abstinence, la prévention, le dépistage, les soins et la prise en charge.	S'attaquer aux problèmes de santé dans le monde, notamment à la pandémie de SIDA, est une obligation humanitaire et un impératif de sécurité nationale. Et nous redonnerons à l'Amérique son rôle prépondérant en matière de santé mondiale en rejetant des mesures fondées sur l'idéologie plutôt que sur la science.
Sécurité intérieure	Les principales institutions chargées de la sécurité nationale aux États-Unis sont en pleine transformation pour répondre à un défi, celui de la défense de l'Amérique dans cette nouvelle ère.	Nous devons améliorer nos capacités de collecte, d'analyse et de partage des renseignements afin de pouvoir retrouver la piste des terroristes et les arrêter avant qu'ils ne puissent commettre leurs méfaits.
Immigration	Le Parti républicain soutient la réforme du système d'immigration pour qu'il soit légitime, sûr, réglementé et humain. Une économie en expansion requiert un nombre croissant de travailleurs et le président Bush a proposé un nouveau programme de travail temporaire applicable lorsque des postes disponibles ne pourront être pourvus par des Américains.	Nous continuerons à promettre la citoyenneté à ceux qui luttent encore pour la liberté. Les immigrés sans papiers sur notre territoire qui auront satisfait à une enquête de police, travaillent sérieusement et paient leurs impôts devraient pouvoir devenir des citoyens américains à part entière.
Économie	Nous voulons qu'un plus grand nombre de personnes puissent fonder des petites entreprises et en soient propriétaires, soient maîtres de leurs soins de santé et aient leur propre fonds de retraite.	Nous relancerons le secteur manufacturier aux États-Unis, créerons de nouveaux emplois et protégerons les emplois existants : nous supprimerons les avantages fiscaux des entreprises qui délocalisent les emplois à l'étranger et offrirons des avantages fiscaux aux entreprises créatrices d'emplois.

Les débats télévisés

Les débats télévisés nationaux sont des temps forts de la course à la présidence pendant les dernières semaines de la campagne.



Les débats présidentiels font partie intégrante des élections américaines depuis 1976, l'année où ils ont repris après le premier débat télévisé de 1960 entre Richard Nixon et John Kennedy. Les électeurs interrogés considèrent généralement que ces débats influencent leur décision, et dans les élections serrées – comme la course à la présidence de 2004 – ils revêtent une importance encore plus grande. Le président Bush et le sénateur Kerry ont participé à un face-à-face de 90 minutes organisé en Floride le 30 septembre dernier et devaient s'affronter de nouveau les 8 et 13 octobre, respectivement, dans les États du Missouri et de l'Arizona. Parallèlement, un débat des candidats à la vice-présidence, le vice-président Dick Cheney et le sénateur John Edwards, a eu lieu le 5 octobre dans l'Ohio, autre État âprement disputé par les deux partis.

Depuis sa fondation en 1987, la Commission sur les débats présidentiels (CPD), organisme apolitique, a organisé les débats et fixé les règles régissant la participation et la conduite des candidats. La CPD impose des consignes visant à garantir équité et transparence. Cette année, les premier et troisième débats se sont déroulés en présence d'un animateur, le temps de

parole et la conduite des candidats étant précisément définis. C'est ainsi que les candidats ne sont pas autorisés à se poser directement des questions l'un à l'autre et n'ont pas le droit de se déplacer sur la scène ou de modifier celle-ci afin de se présenter sous un meilleur jour. Le deuxième débat était un forum public au cours duquel les spectateurs ont pu poser des questions directement aux candidats.

Bien qu'il soit difficile de quantifier l'impact des débats présidentiels, ces derniers jouent manifestement un rôle crucial dans les élections américaines. Les débats de cette année ont été suivis par un nombre record de téléspectateurs. Il est « incontestable que le très grand nombre de personnes qui regardent les débats et le fait que ces débats les informent (...) en font une composante extrêmement importante du processus électoral », commente la directrice générale de la CPD, Janet Brown.

*Ci-dessus: MM. Kerry (à gauche) et Bush s'affrontent, le 30 septembre 2004, à Coral Gables (Floride) lors du premier de leurs trois débats télévisés.
(Photo AP/Ron Edwards)*

Le jour du scrutin

Des millions d'Américains se rendront aux urnes le jour du scrutin, mais le vote par correspondance, motivé par un choix personnel ou par la nécessité, est en hausse très nette cette année.

Le 2 novembre, aux États-Unis, les électeurs se rendront dans des écoles, des églises et d'autres lieux publics pour déposer leur bulletin de vote en vue de l'élection non seulement du prochain président et de son colistier, mais aussi des responsables locaux et des États fédérés.



Si la manière de voter varie à travers le pays (voir notre article sur les techniques de vote), une pratique demeure constante : le scrutin est secret et l'électeur remplit son bulletin en toute tranquillité dans un isolement.

À son entrée dans un lieu de vote, l'électeur se présente aux autorités électorales et aux assistants bénévoles qui vérifient son inscription sur les registres et lui expliquent le mécanisme du vote. Il se peut qu'auparavant il ait rencontré à l'extérieur des candidats ou leurs partisans qui lui serrent la main ou lui distribuent des brochures électorales. La loi exige cependant que ces activités partisanes se déroulent à une certaine distance du bureau de vote, afin que l'électeur jouisse d'une parfaite liberté de décision.

Les lieux de vote ouvrent tôt le matin et fonctionnent toute la journée. La plupart des électeurs s'y rendent avant ou après le travail, ou à l'heure qui leur convient. Beaucoup, cependant, ne s'y rendront pas. En effet, en 2004, un grand nombre d'Américains vont voter par correspondance, mode de scrutin qui n'était autorisé autrefois qu'aux personnes qui se trouvaient dans l'incapacité de se déplacer. Les votants par correspondance obtiennent un bulletin de leur centre électoral et le renvoient par la poste dûment rempli. Dans beaucoup d'États, le vote par correspondance est devenu un choix très populaire, puisqu'il permet à l'électeur de



préparer son bulletin quand il le désire, sans avoir à quitter son domicile. L'État de l'Oregon est allé jusqu'à supprimer entièrement les bureaux de vote : le scrutin s'y fera exclusivement par correspondance.

Les partisans du vote par correspondance pensent que cette façon de voter augmentera la participation générale au scrutin. Plus de 100 millions d'Américains devraient voter le 2 novembre, mais ce nombre ne représente que la moitié environ des électeurs admissibles. La faible participation au scrutin est depuis longtemps un sujet d'inquiétude aux États-Unis et les campagnes d'inscription des électeurs sont devenues un élément important de toute élection. Avant une consultation, on voit fréquemment des représentants de partis politiques et de groupes civiques divers dans les grandes surfaces, devant les salles de cinéma et dans d'autres lieux publics, occupés à distribuer des formulaires d'inscription aux personnes qui auraient acquis le droit de vote récemment, soit parce qu'elles ont atteint l'âge de 18 ans, soit qu'elles viennent d'obtenir la citoyenneté, ainsi qu'aux personnes qui remplissent les critères mais ne se sont pas inscrites.

Ci-dessus : Un panneau (à gauche) indique aux électeurs un bureau de vote à Little Rock (Arkansas), et un autre signale un point de collecte officiel des bulletins de vote envoyés par la poste à Portland (Oregon).

(AP Photos à gauche : Danny Johnston ; à droite : Don Ryan)

Les techniques de vote

À l'aide d'ordinateurs et d'autres machines, les États-Unis adoptent progressivement des mécanismes de vote toujours plus efficaces et plus fiables.



Les techniques de vote aux États-Unis, c'est-à-dire les mécanismes mêmes par lesquels les électeurs manifestent leurs choix, ont évolué au fil de l'histoire. Durant la période coloniale, où les illettrés étaient nombreux, ils votaient souvent à main levée ou par acclamation. À la fin du XVIII^e siècle, les bulletins de vote sur papier étaient devenus la formule prédominante. L'emploi de ces bulletins a toutefois diminué régulièrement à partir de l'invention de la machine à voter mécanique en 1869. En 2004, moins de 1 % de tous les électeurs américains s'exprimeront au moyen du bulletin de vote papier traditionnel.

Le mécanisme varie dans chaque État selon les comtés (circonscriptions administratives). Pour les élections de 2004, six systèmes de vote seront utilisés. Les pourcentages indiqués ci-dessous sont ceux des électeurs inscrits qui feront usage de chaque système, d'après les projections des Services des données électorales.

Les systèmes de vote seront les suivants :

- cartes perforées : les électeurs perforent manuellement des cases sur un bulletin papier pour indiquer leurs choix – 13,7 %
- machine à levier mécanique : les électeurs tirent sur un levier pour indiquer leur choix – 14 %
- lecture optique : les électeurs remplissent un bulletin lisible par une machine – 34,9 %
- enregistrement électronique direct : les électeurs se servent de machines à écran tactile ou à boutons-poussoirs – 29,3 %
- bulletins papier : les votes sont inscrits sur papier et comptés manuellement – 0,7 %



- systèmes mixtes: l'emploi de machines varie selon les municipalités de chaque comté – 7,4 %

L'emploi des machines à voter électroniques a connu un développement considérable du fait de l'adoption en 2002 de la loi fédérale dite « Help America Vote » (Aidez l'Amérique à voter). Cette loi a alloué 3,9 milliards de dollars pour améliorer l'administration des élections, après la controverse concernant le dépouillement des bulletins de vote lors des élections présidentielles de 2000 qui a mis en évidence la nécessité d'une modernisation et d'une amélioration des techniques de vote. Étant donné la marge particulièrement étroite qui séparait les deux candidats en Floride, le camp de M. Gore a réclamé un second dépouillement du scrutin de cet État.

La nouvelle loi comprend un programme de rachat des anciennes machines à levier et à cartes perforées, doté d'un budget de 325 millions de dollars, pour les remplacer par de nouveaux systèmes à enregistrement électronique direct. Le pourcentage des électeurs américains utilisant de tels systèmes doit passer, selon les prévisions, de 12,6 % en 2000 à 29,3 % en 2004.

*Page précédente: Iris Stanley vote au moyen d'une machine électronique lors de la primaire tenue à Roswell (Géorgie) le 2 mars. (Photo AP/Ric Feld)
Ci-dessus: Deborah Clark, directrice des services électoraux du comté de Pinellas (Floride), démontre le mécanisme de vote par écran tactile au cours d'une conférence de presse tenue le 27 juillet. (Photo AP/Phil Coale)*

La loi comporte également des dispositions visant à lutter contre la fraude électorale et à faciliter l'accès aux bulletins de vote. Parmi les réformes qui entrent en vigueur cette année figurent des règlements exigeant la vérification d'identité des électeurs votant pour la première fois et imposant aux États de définir les conditions de validité des votes. Chaque circonscription doit également disposer d'au moins une machine utilisable par les aveugles et les handicapés. La loi prévoit aussi des réformes supplémentaires qui devront être mises en œuvre d'ici à 2006.

Les bulletins de vote

Aux États-Unis, les bulletins de vote contiennent le nom des candidats aux fonctions électives fédérales et locales, ainsi que des questions concernant d'importantes mesures législatives.

Que ce soit au moyen d'écrans tactiles ou de bulletins de vote traditionnels, le jour du scrutin, les électeurs des États-Unis élisent des représentants à toute une gamme de fonctions électives et s'expriment sur diverses propositions législatives. Selon le consultant politique washingtonien Earl Bender, aux États-Unis, plus de 176 000 postes sont pourvus par voie

REFERENDUM B

Amendments to articles IV, VII, and IX of the constitution of the state of Colorado, concerning the elimination of obsolete provisions of the state constitution.

YES

NO

President and Vice President
(Presidente y Vice Presidente)

George W. Bush /
Dick Cheney (REP)

John F. Kerry /
John Edwards (DEM)

Michael Badnarik /
Richard V. Campagna (LIB)

Write-in (Voto Escrito)

Cet extrait d'un bulletin de vote de l'État du Colorado (en haut) montre un exemple de référendum – dans ce cas, l'approbation ou le rejet d'amendements à la constitution de l'État – lors duquel les citoyens doivent se prononcer au moment des élections. En bas, une portion d'un bulletin de vote bilingue (anglais-espagnol) de l'État du Texas.

de scrutin aux divers niveaux des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Cette année, outre la présidence, les 435 sièges de la Chambre des représentants des États-Unis, 34 sièges du Sénat des États-Unis et 11 postes de gouverneur seront choisis par voie d'élection. Les bulletins de vote portent également sur divers postes de l'administration des États fédérés et des instances locales, depuis les juges à la cour suprême et les trésoriers des États jusqu'aux commissaires municipaux et aux membres des conseils scolaires.

Les électeurs peuvent également participer au processus législatif des États et des circonscriptions locales en approuvant des mesures législatives et même en participant à leur élaboration. Suivant les lois applicables à l'État ou à la localité, ils ont le pouvoir de demander un référendum, c'est-à-dire un vote par lequel ils approuvent ou rejettent une mesure adoptée par l'assemblée législative de l'État. Ils peuvent également, au moyen d'une pétition, faire inscrire sur les bulletins de vote des mesures législatives ou des initiatives émanant de l'électorat. Dans de nombreuses régions, les électeurs peuvent aussi se prononcer sur les mesures fiscales locales et révoquer le mandat de certains élus.

Ce sont les lois électorales des divers États qui déterminent la présentation et l'organisation des bulletins de vote. Sur certains bulletins, les électeurs peuvent cocher un parti politique pour accorder leur suffrage à tous les candidats de ce parti. Tous les États des États-Unis offrent la possibilité aux électeurs d'inscrire à la main sur le bulletin de vote imprimé le nom de candidats qui n'y figurent pas et de voter pour eux.

Les dispositions relatives à la langue dans laquelle les bulletins de vote sont rédigés varient d'une localité à l'autre pour tenir compte des besoins de l'électorat. La loi électorale fédérale protège les droits des électeurs non anglophones et exige l'emploi de bulletins de vote bilingues dans toute circonscription possédant au moins 10 000 électeurs non anglophones.

Le Collège électoral

Conformément aux dispositions de la Constitution américaine, le président des États-Unis n'est pas élu directement par le peuple mais par des électeurs choisis par le peuple.

Les auteurs de la Constitution des États-Unis ont créé le Collège électoral afin d'éviter l'élection du président au suffrage direct ou par le Congrès. Dans chaque État le peuple élit un nombre de « grands électeurs » égal au



nombre de ses sénateurs (deux par État) plus le nombre de ses députés à la Chambre des représentants. Le District de Colombie (Washington), qui n'a pas de représentant jouissant du droit de vote au Congrès, a trois grands électeurs. Il y a actuellement 538 sièges de grands électeurs au sein du Collège électoral ; 270 votes constituent la majorité absolue.

Plusieurs semaines après l'élection générale, les grands électeurs se réunissent dans la capitale de leurs États respectifs et votent pour le président et le vice-président. Les bulletins de vote sont envoyés au président du Sénat des États-Unis qui, le 6 janvier, en présence de tout le Congrès, dépouille le scrutin et annonce le nom des gagnants.

Le candidat élu par les grands électeurs est généralement aussi celui qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages populaires. Toutefois, un candidat peut être élu à la présidence sans avoir recueilli la majorité du vote

populaire. Le cas le plus récent s'est présenté lors des élections de 2000 où le président Bush a remporté les suffrages du Collège électoral, par 271 voix contre 266, alors que le vice-président Gore, candidat à la présidence, avait recueilli 540 000 voix de plus que lui sur un total de 105 millions de suffrages exprimés aux

élections générales. Deux autres présidents, Rutherford Hayes en 1876 et Benjamin Harrison en 1888, ont, eux aussi, accédé à la présidence sans obtenir la majorité des voix populaires. Lors de l'élection de 1824, qui opposait John Quincy Adams et Andrew Jackson, ce dernier a remporté le suffrage populaire, mais aucun des deux candidats n'a réuni la majorité absolue des voix des grands électeurs. C'est John Quincy Adams qui a été élu à la présidence après un scrutin organisé au sein de la Chambre des représentants, ainsi que le prévoit la Constitution dans l'éventualité où aucun candidat n'obtient la majorité des voix du Collège électoral.

Le 18 décembre 2000, à Charleston (Virginie-Occidentale), les grands électeurs de cet État votent unanimement en faveur de George W. Bush. (Photo AP/Bob Bird)

Bibliographie (en anglais)

Documentation sur le processus électoral américain

Informations générales sur les élections

DiClerico, Robert E. *Voting in America: A Reference Handbook*. Santa Barbara, CA: ABC-CLIO, 2004.

League of Women Voters. *Choosing the President, 2004: A Citizen's Guide to the Electoral Process*. Guilford, CT: Lyons Press, 2003.

Moore, John L. *Elections A to Z*. Washington, DC: CQ Press, 2003.

Les campagnes électorales

Faucheux, Ronald A., ed. *Winning Elections: Political Campaign Management, Strategy & Tactics*. New York: M. Evans and Co., 2003.

Green, Donald P. and Alan S. Gerber. *Getting Out the Vote: A Guide for Candidates and Campaigns*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2004.

Strachan, J. Cherie. *High-Tech Grass Roots: The Professionalization of Local Elections*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2003.

Le Collège électoral

Fortier, John C. et al., eds. *After the People Vote: A Guide to the Electoral College*. 3rd ed., Washington, DC.: AEI Press, 2004.

Schumaker, Paul D. and Burdett A. Loomis, eds. *Choosing a President: The Electoral College and Beyond*. New York: Chatham House Publishers, 2002.

La réforme des élections

Avaliktos, Neal, ed. *The Election Process Revisited*. New York: Nova Science Publishers, Inc., 2004.

Buchanan, Bruce. *Presidential Campaign Quality: Incentives and Reform*. Upper Saddle River, NJ: Pearson Prentice Hall, 2004.

Gross, Donald A. and Robert K. Goidel. *The States of Campaign Finance Reform*. Columbus: Ohio State University Press, 2003.

Henderson, Harry. *Campaign and Election Reform*. New York: Facts On File, 2004.

McCaffrey, Paul, ed. *U.S. Election System*. New York: H.W. Wilson, 2004.

Streb, Matthew J. *Law and Election Politics: The Rules of the Game*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, 2004.

Les médias

Goldstein, Kenneth M. and Patricia Strach, eds. *The Medium and the Message: Television Advertising and American Elections*. Upper Saddle River, NJ: Pearson Prentice Hall, 2004.

Hacker, Kenneth L., ed. *Presidential Candidate Images*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2004.

Lange, Bernd-Peter and David Ward, eds. *The Media and Elections: A Handbook and Comparative Study*. Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates, 2004.

Schultz, David A., ed. *Lights, Camera, Campaign!: Media, Politics, and Political Advertising*. New York: P. Lang, 2004.

Les partis politiques

Hershey, Marjorie Randon and Paul Allen Beck. *Party Politics in America*, 10th ed. New York: Longman, 2003.

Korzi, Michael J. *A Seat of Popular Leadership: The Presidency, Political Parties, and Democratic Government*. Amherst, Boston: University of Massachusetts Press, 2004.

Les sondages

Stoncash, Jeffrey M. *Political Polling: Strategic Information in Campaigns*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2003.

Traugott, Michael W. and Paul J. Lavrakas. *The Voter's Guide to Election Polls*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2004.

Les campagnes présidentielles

Ackerman, Bruce A. *Deliberation Day*. New Haven, CT: Yale University Press, 2004.

Buchanan, Bruce. *The Policy Partnership: Presidential Elections and American Democracy*. New York: Routledge, 2004.

Nicosia, Albert, ed. *The Election Process in the United States*. Hauppauge, NY: Nova Science Publishers, Inc., 2003.

Roberts, Robert North and Scott J. Hammond. *Encyclopedia of Presidential Campaigns, Slogans, Issues, and Platforms*. Westport, CT: Greenwood Press, 2004.

Thurber, James A. and Candice J. Nelson, eds. *Campaigns and Elections American Style*. Boulder, CO: Westview Press, 2004.

L'électorat

Abramowitz, Alan. *Voice of the People: Elections and Voting in the United States*. New York: McGraw-Hill, 2004.

Eisner, Jane. *Taking Back the Vote: Getting American Youth Involved in Our Democracy*. Boston, MA: Beacon Press, 2004.

Le département d'État des États-Unis décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité des ressources citées ci-dessus.

Sites Internet

Documentation en ligne sur le processus électoral américain

Le Collège électoral

Center for Voting and Democracy—Electoral College
http://www.fairvote.org/e_college/index.html

Federal Election Commission: The Electoral College
<http://www.fec.gov/pages/ecmenu2.htm>

National Archives and Records Administration: U.S. Electoral College
http://www.archives.gov/federal_register/electoral_college/

La réforme des élections

Campaign Finance: Constitutional and Legal Issues of Soft Money (Congressional Research Service Report)
<http://fpc.state.gov/documents/organization/29688.pdf>

Center for Responsive Politics
<http://www.opensecrets.org/home>

Election Reform Information Project: Reports on Election Reform
<http://www.electionline.org/index.jsp?page=Publications>

Election Reform: Overview and Issues (Congressional Research Service Report)
<http://fpc.state.gov/documents/organization/28920.pdf>

Les médias

ABC News Political Unit
<http://abcnews.go.com/sections/politics/TheNote/TheNote.html>

Campaign Advertisements (Bush and Kerry)
<http://pcl.stanford.edu/campaigns/campaign2004/index.html>

CBS News: Campaign 2004
<http://www.cbsnews.com/sections/politics/main250.shtml>

Cook Political Report
<http://www.cookpolitical.com/>

CNN

<http://www.cnn.com/ELECTION/2004/>

Fox News Channel

<http://www.foxnews.com/>

New York Times—2004 Election Guide

http://www.nytimes.com/packages/html/politics/2004_ELECTION_GUIDE_GRAPHIC/index.html

MSNBC Decision 2004

<http://www.msnbc.msn.com/id/3032553/>

Voice of America: Road to the White House

<http://www.voanews.com/specialreport.cfm?objectid=6B65B21A-4280-4D94-87D90E84B6298834>

Washington Times

<http://www.washtimes.com/national/>

Les partis politiques

Bush/Cheney 04

<http://www.georgewbush.com/>

Democratic National Committee

<http://www.democrats.org/>

Democratic Party Platform for 2004

<http://a9.g.akamai.net/7/9/8082/v001/www.democrats.org/pdfs/2004platform.pdf>

Kerry-Edwards 2004

<http://www.johnkerry.com/index.html>

Nader-Camejo 2004

<http://www.votener.org/>

Republican National Committee

<http://www.rnc.org/>

Republican Party Platform for 2004

<http://msnbcmedia.msn.com/i/msnbc/Sections/News/Politics/Conventions/RNC-2004platform.pdf>

Les sondages

Pew Research Center for the People and the Press

<http://people-press.org/>

Polling Report

<http://www.pollingreport.com/wh2004.htm>

The Polls, the Pundits, and the Election of 2004, by John Zogby

<http://usinfo.state.gov/products/pubs/election04/polls.htm>

Quinnipiac University National Polls

<http://www.quinnipiac.edu/x701.xml>

Real Clear Politics

http://www.realclearpolitics.com/bush_vs_kerry.html

Les campagnes électorales

Commission on Presidential Debates

www.debates.org

Council on Foreign Relations: Campaign 2004 Foreign Policy in the Presidential Election

<http://www.cfr.org/campaign2004/>

Democracy in Action: P2004 Race for the White House

<http://www.gwu.edu/~action/P2004.html>

Elections 2004 (University of Michigan)

<http://www.lib.umich.edu/govdocs/elec2004.html>

Federal & State Election Resources

<http://www.llrx.com/columns/roundup25.htm>

Federal Election Commission: About Elections and Voting

<http://www.fec.gov/elections.html>

Foreign Press Center: Campaign 2004

<http://fpc.state.gov/c9752.htm>

League of Women Voters: The Election Process

<http://www.lwv.org/voter/read.cfm?pid=elections101>

Political Campaign Management

<http://www.nyu.edu/gsas/dept/politics/pcm/links.shtml>

Politics1—Presidency2004

<http://www.politics1.com/p2004.htm>

Project Vote Smart

<http://www.vote-smart.org/>

Scholastic News: Election 2004

<http://teacher.scholastic.com/activities/election2004/>

L'électorat

Center for American Women and Politics

<http://www.rci.rutgers.edu/~cawp>

Center for Voting and Democracy

<http://www.fairvote.org>

Motivating Younger People to Vote

http://www.pewtrusts.com/pdf/new_voters_brief_0504.pdf

Le département d'État des États-Unis décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité des ressources citées ci-dessus.

4^e de couverture : Photographie de Steve Bogart/NowThis.com



<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / BUREAU DES PROGRAMMES
D'INFORMATION INTERNATIONALE